



Lotterie- und Wettkommission
Commission des loteries et paris
Commissione delle lotterie e delle scommesse
Swiss Lottery and Betting Board

Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par les cantons durant l'année de contribution 2018

Rapport de la Comlot à l'intention de la Conférence spécialisée des membres des gouvernements concernés par la loi sur les loteries et le marché des loteries (CDCM)

Berne, le 5 septembre 2019

Commission des loteries et paris
Erlachstrasse 12
CH-3012 Berne
Téléphone +41 31 313 13 03
Fax +41 31 313 13 00
info@comlot.ch

Résumé

Les entreprises de loteries et paris sont tenues de verser aux cantons chaque année une taxe sur la dépendance aux jeux en vertu de l'art. 18 de la Convention intercantonale sur la surveillance, l'autorisation et la répartition du bénéfice de loteries et paris exploités sur le plan intercantonal ou sur l'ensemble de la Suisse (CILP). La CDCM a chargé la Comlot de rédiger un rapport annuel sur l'utilisation de ladite taxe dans les cantons.

Le rapport a été modifié sur quelques points ces dernières années. Comme en 2016 et 2017, aucune modification majeure n'a cependant été apportée aux instruments de rapport en 2018. Au cours de l'année de contribution en cours, seule la terminologie utilisée dans la présentation des réserves détenues chez les prestataires externes a été modifiée. Comme l'an dernier, la Comlot a en outre explicitement attiré l'attention des cantons sur le fait qu'ils pouvaient inscrire, dans le champ de commentaire, des remarques individuelles sur une situation particulière (p. ex. augmentation des réserves suite à la retenue de fonds issus de la taxe sur la dépendance au jeu en prévision de la réalisation d'une campagne de grande ampleur ou d'un projet important). Dans le cadre de l'établissement du présent rapport, elle a pu clarifier directement avec les cantons concernés les questions spécifiques qu'elle se posait suite à la remise de leur rapport. Le fait que ce rapport en est à sa cinquième édition permet d'établir des comparaisons avec les années précédentes, et de tirer des enseignements supplémentaires sur l'évolution de l'affectation des fonds.

En 2018, les cantons alémaniques et le Tessin ont utilisé au total 105.1 % de la taxe sur la dépendance au jeu de 2017. Les réserves ont donc diminué. Le taux d'utilisation atteint 94.8 % en Suisse romande. Comme les années précédentes, on dénote toutefois de fortes différences entre les cantons. S'agissant de l'utilisation de la taxe par catégorie de prestations, on constate globalement que la majeure partie des fonds a été attribuée au domaine de la prévention et de la détection précoce, ainsi qu'à celui du conseil et du traitement. La prévention et la détection précoce ont été soutenues par l'ensemble des cantons. 23 d'entre eux ont financé des offres de conseil et de traitement au moyen de la taxe sur la dépendance au jeu 2017. Un volume sensiblement moins élevé de fonds issus de la taxe sur la dépendance au jeu a été dévolu aux domaines de la recherche et de l'évaluation, ainsi que de la formation et du perfectionnement. Ces résultats coïncident dans les grandes lignes avec ceux des dernières années. Durant l'année de contribution sous revue, plus de moyens ont toutefois été attribués au domaine de la prévention et de la détection précoce, tandis que le pourcentage versé en faveur du conseil et du traitement diminuait légèrement. Le rapport révèle en outre que les fonds issus de la taxe ont été majoritairement affectés à la lutte contre le jeu excessif, mais, comme ces dernières années, ils ont été également utilisés dans une moindre mesure pour financer des mesures dans le domaine des addictions connexes, telles que la cyberdépendance. L'analyse des contributions affectées à des mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent et/ou à des contributions structurelles révèle que le plafond de 20 % recommandé par la CDCM a été en principe respecté par les cantons et n'a été dépassé que dans trois cas (2017 : deux cas ; 2016 et 2015 : un seul cas).

Cette année également, les expériences acquises seront prises en considération pour la préparation du prochain rapport. A l'avenir, la Comlot continuera à rechercher le dialogue avec les cantons en cas de divergences, afin de garantir un reporting correct et transparent.

Table des matières

A) Contexte	5
Remarques préliminaires	5
B) Vue d'ensemble de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu en 2018 (base 2017).....	6
Montant et taux d'utilisation des contributions versées au titre de la taxe sur la dépendance au jeu.....	6
Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations	7
Fonds de la taxe sur la dépendance au jeu, réserves	10
Réserves détenues par des prestataires externes	11
Contribution d'exploitation (« E ») ou contribution à un projet (« P »).....	12
Coopération intercantonale en matière de prévention	13
Contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui n'ont pas (ou pas exclusivement) été affectées à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent en 2018..	13
Conclusions et perspectives au terme du cinquième rapport	15
C) Rapports des cantons	16
Kanton Aargau.....	17
Kanton Appenzell Ausserrhoden.....	19
Kanton Appenzell Innerrhoden.....	21
Kanton Basel-Landschaft.....	23
Kanton Basel-Stadt.....	25
Kanton Bern.....	27
Canton de Fribourg.....	29
Canton de Genève.....	31
Kanton Glarus.....	33
Kanton Graubünden.....	35
Canton du Jura	37
Kanton Luzern	39
Canton de Neuchâtel	41
Kanton Nidwalden.....	43
Kanton Obwalden	45
Kanton Schaffhausen.....	47
Kanton Schwyz.....	49
Kanton Solothurn	51
Kanton St. Gallen.....	53
Kanton Thurgau.....	55
Cantone Ticino.....	57

Kanton Uri.....59
Canton du Valais61
Canton de Vaud.....63
Kanton Zug65
Kanton Zürich67
Annexe69

A) Contexte

Remarques préliminaires

La CILP¹ a pour but l'application uniforme et coordonnée du droit sur les loteries, l'affectation transparente des bénéfices des loteries et paris sur le territoire des cantons signataires, et en particulier la protection de la population contre des effets socialement nuisibles de loteries et paris (art. 2 CILP). En marge d'autres bases juridiques visant une protection efficace de la population, l'art. 18 CILP crée les conditions garantissant le financement des mesures de prévention de la dépendance au jeu dans les cantons.

Concrètement, la CILP oblige, au titre de la taxe sur la dépendance au jeu :

- les deux sociétés intercantionales de loterie que sont Swisslos et la Loterie Romande à verser chaque année aux cantons une taxe sur la dépendance au jeu. Celle-ci correspond à 0,5 % du revenu brut des jeux (RBJ) réalisé avec les offres des sociétés de loterie au cours d'une année sur les territoires cantonaux (art. 18, al. 1, CILP). Depuis l'entrée en vigueur de la CILP en 2006, quelque CHF 53 millions ont été mis à la disposition des cantons durant les années de contribution 2007 à 2018 pour la prévention et la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent ;
- les cantons à affecter le produit de ladite taxe à la prévention et à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent. Les cantons sont notamment encouragés à collaborer afin de mettre en œuvre des mesures préventives (art. 18, al. 2, CILP).

La CDCM a chargé la Comlot de rédiger, à partir de 2015, un rapport annuel de synthèse sur l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu et de présenter les résultats obtenus de manière efficace, transparente, systématique et cohérente.

¹ Convention intercantonale sur la surveillance, l'autorisation et la répartition du bénéfice de loteries et paris exploités sur le plan intercantonal ou sur l'ensemble de la Suisse, du 7 janvier 2005.

B) Vue d'ensemble de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu en 2018 (base 2017)

Montant et taux d'utilisation des contributions versées au titre de la taxe sur la dépendance au jeu

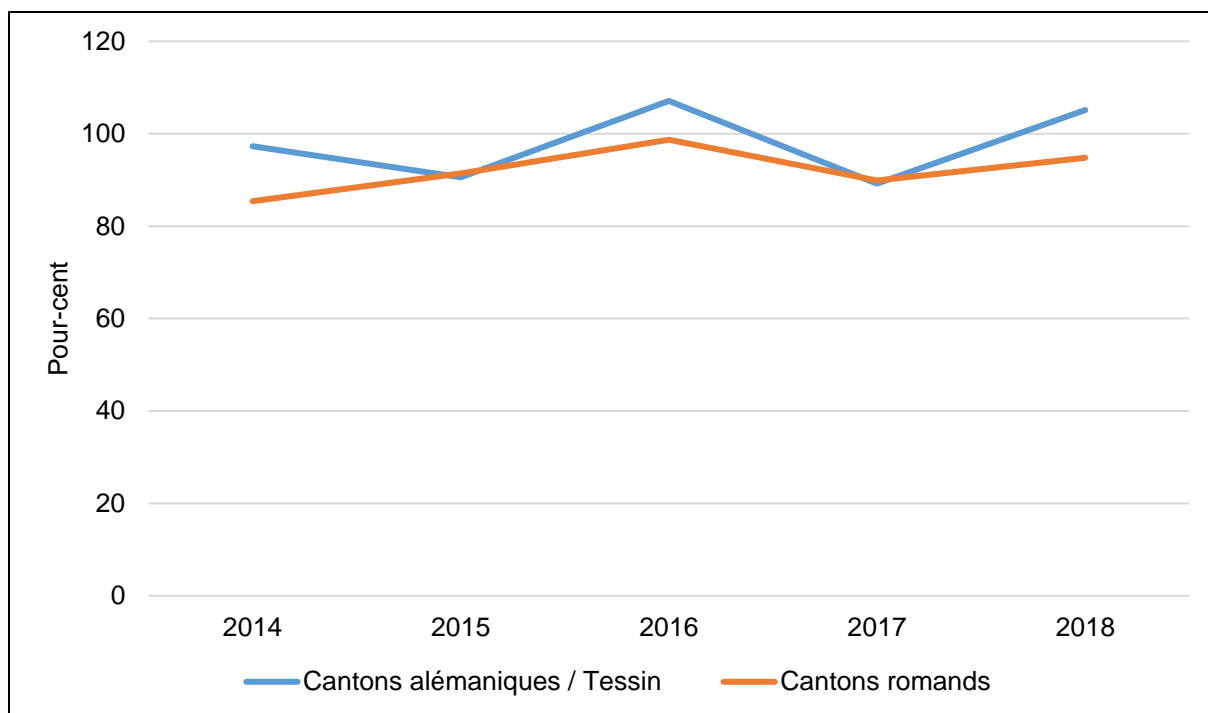
Swisslos et la Loterie Romande ont versé aux cantons de leur territoire contractuel la taxe sur la dépendance au jeu, qui s'est élevée à quelque CHF 4.7 millions durant l'année de contribution 2018.

Sur la base du revenu brut des jeux réalisé en 2017, Swisslos a transféré aux cantons alémaniques et au Tessin un total de CHF 2 756 759 au titre de la taxe sur la dépendance au jeu. En 2018, ces 20 cantons ont affecté CHF 2 898 178 à diverses prestations relevant de la prévention et de la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent. La différence, soit CHF -141 419 a été prélevée sur les fonds cantonaux de la taxe sur la dépendance au jeu. Durant l'année de contribution, les cantons alémaniques et le Tessin ont ainsi dépensé 105.1 % de la taxe sur la dépendance au jeu 2017 qu'ils ont reçue. Les années précédentes, ce taux s'établissait à 89.2 % (2017) ; à 107.1 % (2016) ; à 90.6 % (2015) et à 97.3 % (2014). En 2018, la taxe sur la dépendance au jeu de Swisslos s'est inscrite en-deçà de celle de 2017, année au cours de laquelle la taxe sur la dépendance au jeu versée aux cantons a atteint son plus haut niveau depuis l'introduction de ce rapport. Elle a en effet reculé de CHF 210 976 sur un an, ce qui correspond à une diminution de près de 7 %. Les dépenses des cantons ont progressé par rapport à l'an dernier. Ils ont en effet utilisé CHF 251 018 de plus qu'en 2017, ce qui représente une augmentation de quelque 9 %.

Du côté de la Loterie Romande, la part de la taxe sur la dépendance au jeu (résultant du produit de l'exercice 2017) attribuée aux six cantons romands s'est montée à CHF 1 932 433. En 2018, ceux-ci ont affecté CHF 1 832 870 à la prévention et à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent. La différence entre la somme reçue et les montants utilisés atteint ainsi CHF 99 563. Globalement, les cantons romands ont donc dépensé 94.8 % de la taxe sur la dépendance au jeu reçue au cours de l'année sous revue. Ce chiffre est comparable avec les valeurs des quatre dernières années, étant entendu qu'en 2018, l'utilisation proportionnelle de la taxe sur la dépendance au jeu reçue s'est avérée légèrement supérieure à celle de 2017 (2017 : 89.9 % ; 2016 : 98.7 % ; 2015 : 91.4 % ; 2014 : 85.4 %). Par rapport à 2017, la taxe sur la dépendance au jeu collectée par la Loterie Romande s'est elle aussi inscrite en baisse ; en chiffres absolus, la taxe a diminué de CHF 59 262, soit de presque 3 %. En comparaison avec l'exercice précédent, les dépenses des cantons ont augmenté de CHF 42 568, soit de 2 % environ.

Le pourcentage d'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par les sociétés de loterie au cours des cinq dernières années est indiqué dans l'illustration 1 ci-après.

Comme ces dernières années, le taux d'utilisation de la taxe varie considérablement d'un canton à l'autre.



Illustr. 1 : Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu au cours des cinq dernières années (en %)

Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations

Cinq catégories de prestations ont été définies lors de la conception du rapport : prévention et détection précoce, conseil et traitement, recherche et évaluation, formation et perfectionnement, autre. L'annexe contient des explications détaillées et des exemples concernant les différentes catégories.

Les paragraphes ci-après indiquent l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu 2017 par catégorie de prestations (cf. illustr. 2), tous cantons confondus.

Les prestations de prévention et de détection précoce figurent au premier rang du classement de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu ; 45 % (soit CHF 2 110 508) des fonds issus de la taxe ont en effet été affectés à ce but en 2018. Le conseil et le traitement arrivent en deuxième position, avec 38 % (CHF 1 810 765). En 2017, le conseil et le traitement occupaient la première place, avec 40 %, suivis de la prévention et de la détection précoce, avec 37 % (2016 : 45 % prévention, 34 % conseil et traitement ; 2015 : 41 % prévention, 33 % conseil ; 2014 : 36 % prévention, 38 % conseil). Les autres catégories représentent une faible proportion en comparaison : 7 % de la taxe ont été affectés en 2018 à la catégorie de prestations « Recherche et évaluation ». 5% ont servi à financer des prestations relevant de la catégorie « Autre » (qui comprend notamment les dépenses de coordination et les contributions structurelles) et au domaine de la formation et du perfectionnement.

Ces résultats sont comparables à ceux de ces dernières années (2017 : 11 % « Autre », 7 % « Recherche et évaluation », 5 % « Formation et perfectionnement » ; 2016 : 8 % « Autre », 7 % « Recherche et évaluation », 6 % « Formation et perfectionnement » ; 2015 et 2014 : 7 % et 8 % respectivement pour la recherche, 9 % pour la formation et le perfectionnement). Les dépenses en faveur de la recherche et de l'évaluation, ainsi que de la formation et du perfectionnement

financées par la taxe sur la dépendance au jeu sont restées constantes à un niveau comparativement faible ces cinq dernières années.

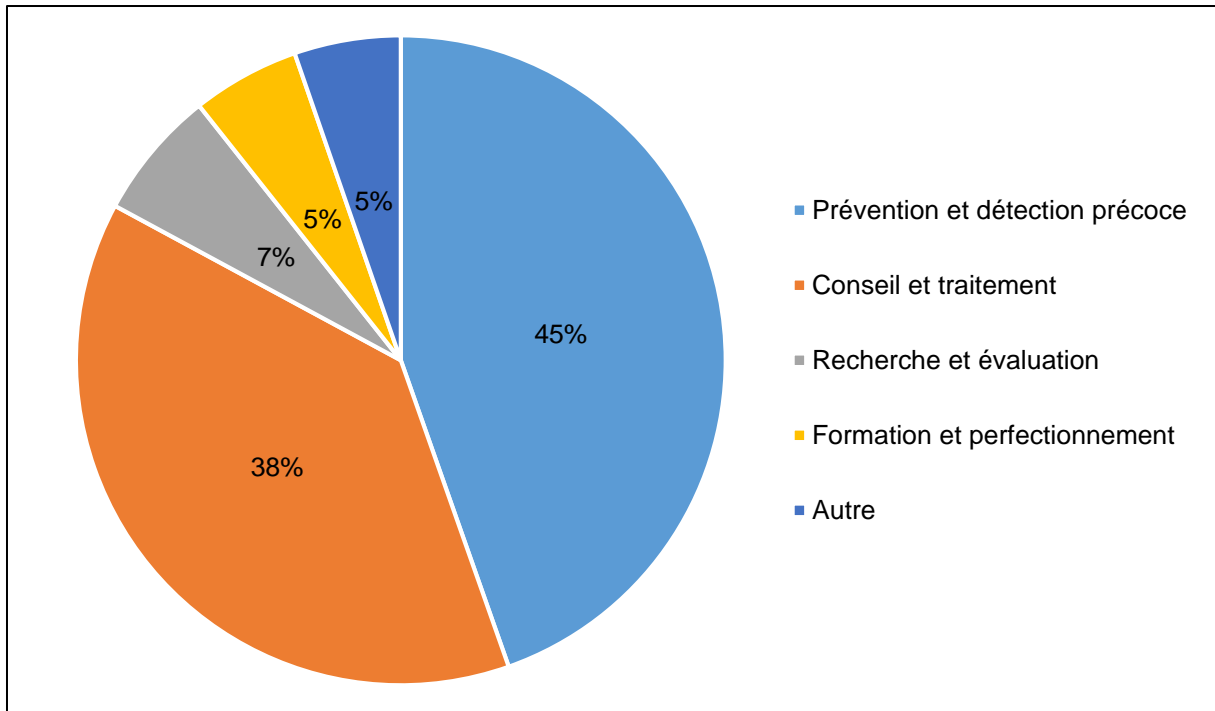
Il convient également de mentionner à cet égard qu'il existe des différences entre les deux régions du pays. Il est frappant de constater par exemple que les cantons romands ont affecté au domaine de la recherche et de l'évaluation une part de la taxe sur la dépendance au jeu sensiblement plus élevée que les cantons alémaniques et le Tessin. Ceux-ci ont, quant à eux, investi une part notablement supérieure dans le conseil et le traitement. Cette différence avait déjà été constatée les années précédentes.

Comme ces dernières années, il existe des différences considérables entre les cantons également :

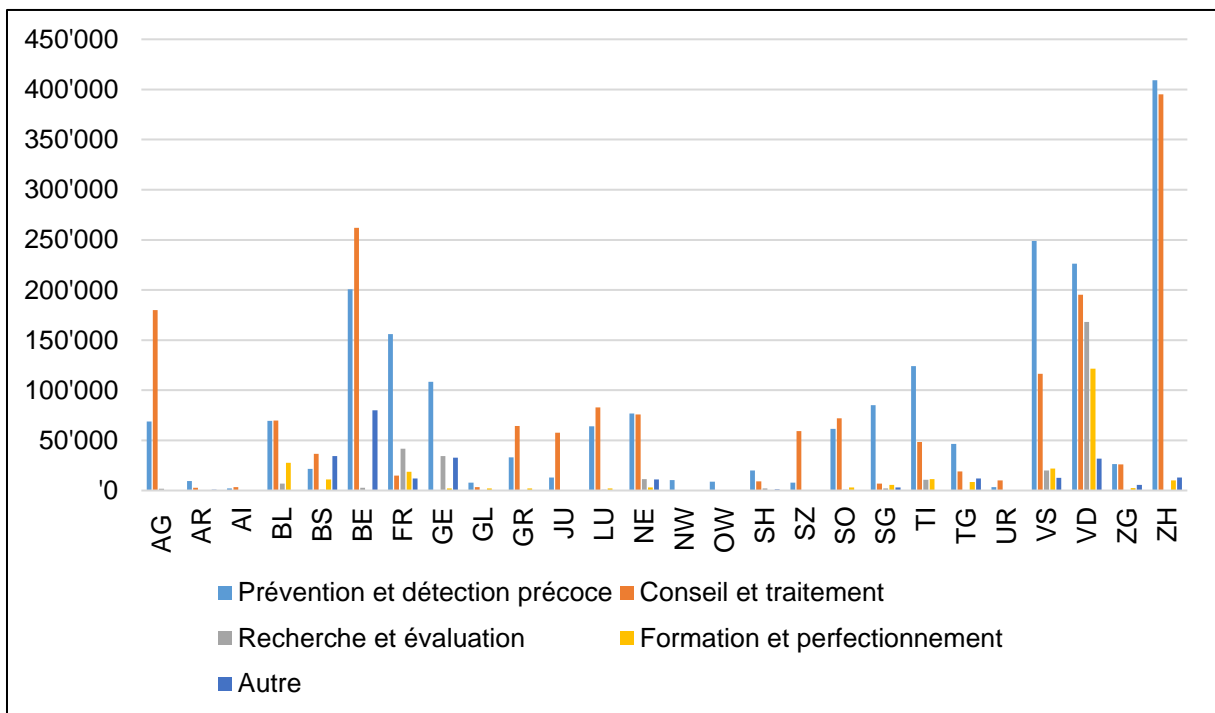
- prévention et détection précoce : moyenne 45 %, valeur maximale 98 %, valeur minimale 12 % ;
- conseil et traitement : moyenne 38 %, valeur maximale 88 %, valeur minimale 0 % ;
- recherche et évaluation : moyenne 7 %, valeur maximale 23 %, valeur minimale 0 % ;
- formation et perfectionnement : moyenne 5 %, valeur maximale 16 %, valeur minimale 0 % ;
- autre : moyenne 5 %, valeur maximale 33 %, valeur minimale 0 %.

Les années précédentes, tous les cantons n'avaient pas affecté les fonds aux différentes catégories de la même manière. Certains avaient cité exclusivement la catégorie « Prévention et détection précoce » alors qu'il ressortait du contexte global qu'il aurait été probablement plus correct d'inscrire les fonds sous une autre catégorie. Les cantons ont donc été invités à prêter une plus grande attention à l'attribution des sommes aux catégories respectives de prestations. Dans quelques cas, la Comlot a de nouveau dû se renseigner auprès de certains responsables cantonaux lorsque les circonstances laissaient supposer qu'une mesure relevait davantage d'une autre catégorie de prestations.

Les cantons sont invités, ces prochaines années également, à veiller à répartir correctement les contributions entre les catégories de prestations et à exiger le détail des versements aux prestataires lorsque les autorités cantonales compétentes ne peuvent pas elles-mêmes répartir et attribuer les montants forfaitaires octroyés par les cantons. Il s'agit de la seule manière de garantir l'attribution correcte des fonds aux différentes catégories de prestations.



Illustr. 2 : Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations (en %)



Illustr. 3 : Contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu 2018 (CHF), par canton et par catégorie de prestations

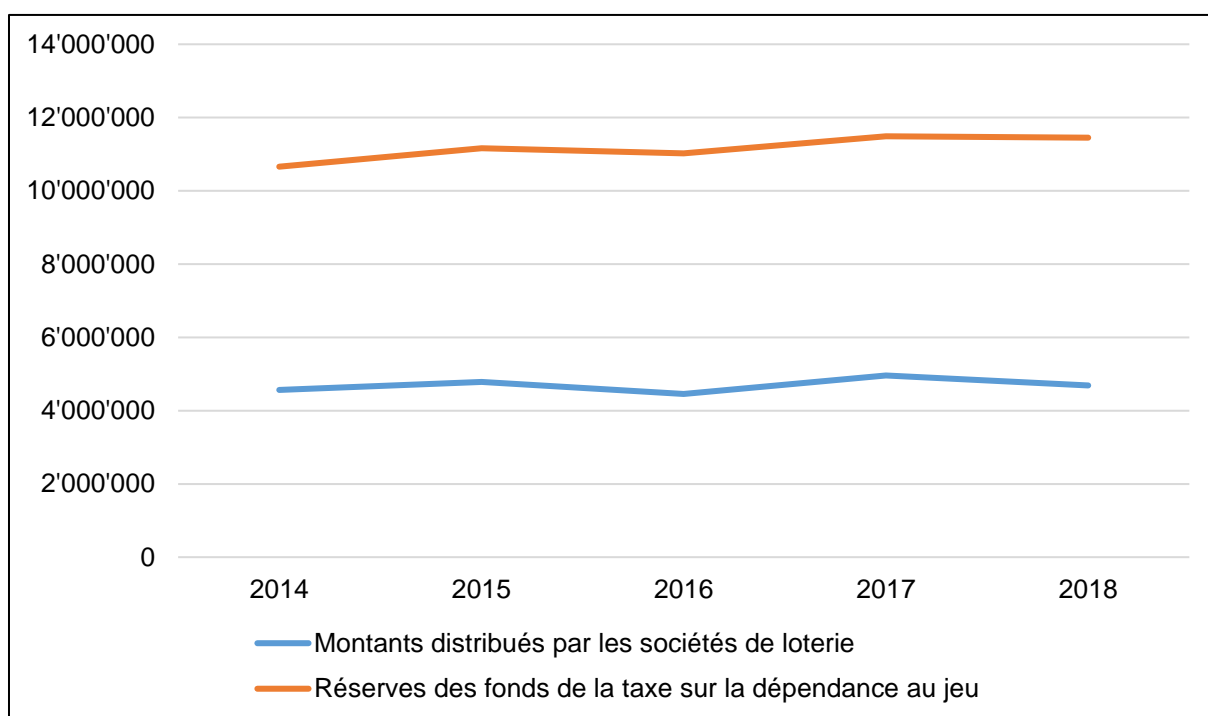
Fonds de la taxe sur la dépendance au jeu, réserves

Le solde des fonds correspond aux réserves constituées avec les montants issus de la taxe sur la dépendance au jeu.

Les réserves de fonds ont augmenté dans 15 cantons (2017 : 18 ; 2016 : 9 ; 2015 : 17 cantons) et diminué dans neuf (2017 : 5 ; 2016 : 14 ; 2015 : 6). Deux cantons ne disposent pas de fonds de la taxe sur la dépendance au jeu. En 2018, le nombre de cantons qui ont affecté davantage de moyens à la prévention et à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent que ce qu'ils ont reçu au titre de la taxe sur la dépendance au jeu pour cette année a augmenté.

Fin 2018, les réserves des fonds cantonaux de la taxe sur la dépendance au jeu atteignaient CHF 11 449 734. Par rapport à l'année précédente, elles ont ainsi légèrement diminué en chiffres absolus (2017 : 11 488 485 ; 2016 : 11 026 233 ; 2015 : 11 165 507 ; 2014 : 10 658 948). Leur niveau équivaut à 244.2 % de la taxe sur la dépendance au jeu 2017 versée par les sociétés de loterie (en 2018). Les 15 cantons qui disposaient déjà les années précédentes d'un fonds équivalant à plus de 200 % de la taxe sur la dépendance au jeu affichaient à nouveau, durant l'année sous revue, un fonds représentant plus du double de la taxe sur la dépendance au jeu reçue en 2018 (2017 : 16 cantons ; en 2018, l'un de ces cantons a donc, pour la première fois depuis 2014, fait passer le niveau de son fonds à moins de 200 % de la taxe sur la dépendance au jeu qui lui a été versée).

L'illustration ci-après montre l'évolution du niveau des réserves des fonds de la taxe sur la dépendance au jeu ces cinq dernières années dans tous les cantons. Elle indique parallèlement les montants distribués par les sociétés de loterie au cours des les différentes années afin de mettre les chiffres en relation l'un par rapport à l'autre.



Illustr. 4 : Réserves des fonds de la taxe sur la dépendance au jeu en fin d'année et montants distribués par les sociétés de loterie au cours des cinq dernières années (en CHF)

La tendance montre que les réserves de fonds augmentent légèrement les années au cours desquelles les montants versés par les sociétés de loteries augmentent eux aussi. Fondamentalement, on observe toutefois que les réserves de fonds restent stables à un niveau élevé et n'ont globalement pas diminué de manière significative durant les dernières années.

Soulignons en outre encore à ce sujet que les fonds cantonaux ne sont pas alimentés uniquement par la taxe sur la dépendance au jeu, mais aussi par les budgets cantonaux. Dans certains cantons par ailleurs, les fonds ne servent pas seulement à lutter contre la dépendance aux jeux d'argent, mais ont une visée plus large (p. ex. prophylaxie des addictions et promotion de la santé en général). Cela ne change rien cependant au fait que les ressources issues de la taxe sur la dépendance au jeu doivent être affectées aux buts définis.

Comme ces dernières années déjà, la Comlot a posé deux questions concrètes aux cantons afin de clarifier leur situation dans le cadre du rapport. Elle leur a demandé, premièrement, si leur fonds était alimenté uniquement par la taxe sur la dépendance au jeu et, deuxièmement, si celui-ci était exclusivement utilisé pour lutter contre la dépendance aux jeux d'argent. 19 cantons ont confirmé que leur fonds cantonal était uniquement alimenté par la taxe sur la dépendance au jeu et servait exclusivement à financer des prestations de lutte contre la dépendance aux jeux d'argent (2017 : 20 cantons ; 2016 : 21 cantons ; 2015 : 20 cantons). Dans un canton, le fonds a d'autres sources de financement, mais sert exclusivement au but prescrit. Trois cantons ont répondu que leur fonds n'est alimenté que par la taxe, mais ne sert pas uniquement à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent. Dans un canton, le fonds n'est pas alimenté uniquement par la taxe et ne sert pas non plus exclusivement au but prescrit. Enfin, deux cantons ne disposent pas de fonds de la taxe sur la dépendance au jeu. Comme ces dernières années, on retiendra en conclusion que la majorité des cantons détiennent des fonds exclusivement alimentés par la taxe sur la dépendance au jeu, qui ne servent aussi qu'à lutter contre la dépendance aux jeux d'argent.

Relevons encore que sur les 15 cantons dont le niveau du fonds, fin 2018, était plus de deux fois supérieur à la taxe sur la dépendance au jeu versée en 2017, onze ont indiqué que leur fonds était uniquement alimenté par ladite taxe et n'était utilisé que pour lutter contre la dépendance aux jeux d'argent. Ce résultat est similaire à celui des années précédentes (2017 : 13 cantons ; 2016 : 14 cantons).

Cette année, comme en 2017, la Comlot a explicitement attiré l'attention des cantons sur le fait qu'ils pouvaient inscrire, dans le champ de commentaire, des remarques individuelles sur une situation particulière (p. ex. augmentation des réserves suite à la retenue de fonds issus de la taxe sur la dépendance au jeu en prévision d'une campagne de grande ampleur ou d'un projet important). Certains cantons ont inscrit une remarque correspondante dans le champ en question et évoqué, entre autres, la réalisation prévue d'un grand projet. A l'avenir également, les cantons auront la possibilité de fournir, dans le champ de commentaire, des explications à propos des réserves de fonds ou d'autres particularités en lien avec l'utilisation des fonds, le cas échéant.

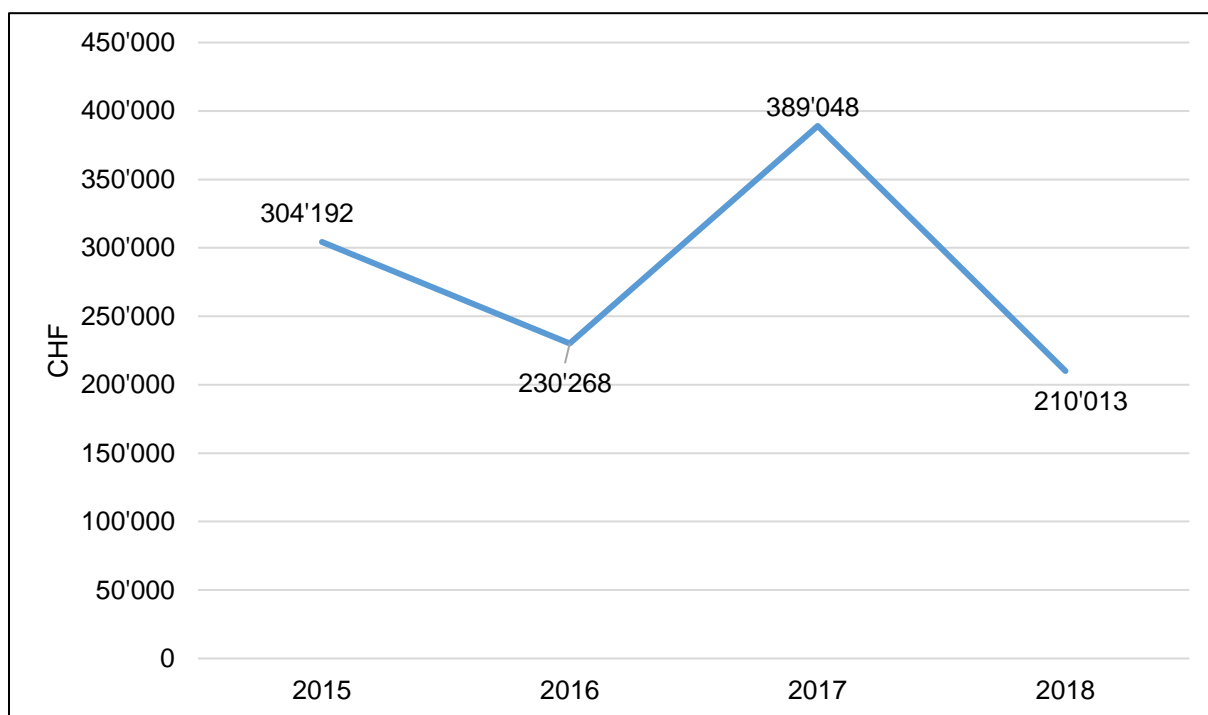
Réserves détenues par des prestataires externes

Les cantons qui, durant la période couverte par le rapport, ont versé une contribution issue de la taxe sur la dépendance au jeu à des prestataires externes et ont été en mesure de fournir des indications sur les réserves externes ont été invités à publier les informations correspondantes.

16 cantons détiennent des réserves auprès d'un prestataire externe, en particulier auprès d'Addiction Suisse (dix cantons) et de Perspektive Thurgau (six cantons). Aucun canton romand ne détient de réserves auprès de prestataires externes.

A fin 2018 en résumé, les réserves détenues par des prestataires externes atteignaient CHF 210 013. Sur un an, elles ont baissé de CHF 179 035 (réserves à fin 2017 : CHF 389 048 ; réserves à fin 2016 : CHF 230 268 ; réserves à fin 2015 : CHF 304 192). Cette évolution tient principalement à la campagne de sensibilisation lancée en 2018 dans le cadre d'un projet commun des cantons Perspektive Thurgau et Addiction Suisse pour la prévention de la dépendance aux jeux d'argent. Certains cantons avaient déjà mentionné ce grand projet dans leur dernier rapport, ou du moins indiqué qu'ils avaient constitué des provisions dans cette perspective.

Comme jusqu'à présent, on constate qu'il existe en plus des réserves dans les fonds de la taxe sur la dépendance au jeu, des réserves auprès de prestataires externes susceptibles d'être affectées à la prévention et à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent.



Illustr. 5 : Montant des réserves auprès de prestataires externes ces quatre dernières années

Contribution d'exploitation (« E ») ou contribution à un projet (« P »)

Par contribution d'exploitation, on entend les montants qui servent, par exemple, à couvrir les frais généraux d'exploitation ou à soutenir plusieurs projets. On entend par contribution à un projet le financement d'un projet clairement déterminé.

Sur l'ensemble des cantons, il a été indiqué à 77 reprises qu'un montant issu de la taxe sur la dépendance au jeu avait servi de contribution d'exploitation. 65 contributions ont été déclarées en tant que contributions à un projet (2017 : 70 contributions d'exploitation, 42 contributions à un projet ; 2016 : 67 contributions d'exploitation, 58 contributions à un projet). En 2018 également,

les cantons ont donc annoncé plus de contributions d'exploitation que de contributions à un projet. Encore une fois, cette hausse tient probablement au fait notamment que la Comlot, dans le cadre de l'élaboration du rapport, a attiré l'attention de certains cantons sur le fait qu'ils avaient mentionné des fonds versés annuellement sur la base d'une réglementation contractuelle en tant que contribution à un projet et non en tant que contribution d'exploitation.

Coopération intercantonale en matière de prévention

En 2018 à nouveau, la plupart des cantons appartenaient à une association intercantonale et ont participé à un programme commun de prévention du jeu excessif. 22 des 26 cantons sont membres de l'une des trois associations existantes en Suisse du Nord-Ouest et du Centre, en Suisse orientale ou en Suisse occidentale². Comme ces trois dernières années, un canton a participé à la coopération intercantonale indépendamment de toute appartenance à une association. Comme en 2017, un autre canton a en outre pris part à la coopération intercantonale dans le cadre du programme de prévention « SOS - Spielen ohne Sucht ». En 2018 à nouveau, deux cantons n'ont pris part à aucun programme intercantonal. La Comlot juge réjouissants les efforts de coopération dans le cadre des possibilités régionales et linguistiques.

Contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui n'ont pas (ou pas exclusivement) été affectées à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent en 2018

En 2014, la CDCM a élaboré des directives concernant l'affectation de la taxe sur la dépendance au jeu et décidé de recommander aux cantons leur application immédiate³. Ces directives énoncent tout d'abord le principe selon lequel la taxe sur la dépendance au jeu doit être exclusivement utilisée en lien avec la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent (loteries, paris, jeux de casino et jeux d'adresse qui supposent une mise d'argent). Dès lors, la taxe sur la dépendance au jeu ne peut pas servir à financer des mesures de prévention ou de lutte contre d'autres formes de dépendance, ni contre d'autres troubles psychiques ou maladies physiques. Concrètement, elle doit être utilisée pour les mesures nécessaires à la réalisation d'une prévention et d'une lutte efficaces et globales contre la dépendance aux jeux d'argent. Les directives disposent en outre que les cantons peuvent utiliser, à certaines conditions, un maximum de 20 % par an des fonds provenant de ladite taxe au titre de contributions structurelles à des institutions interdisciplinaires ou traitant plusieurs formes d'addiction, ou au titre de cofinancement de mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent.

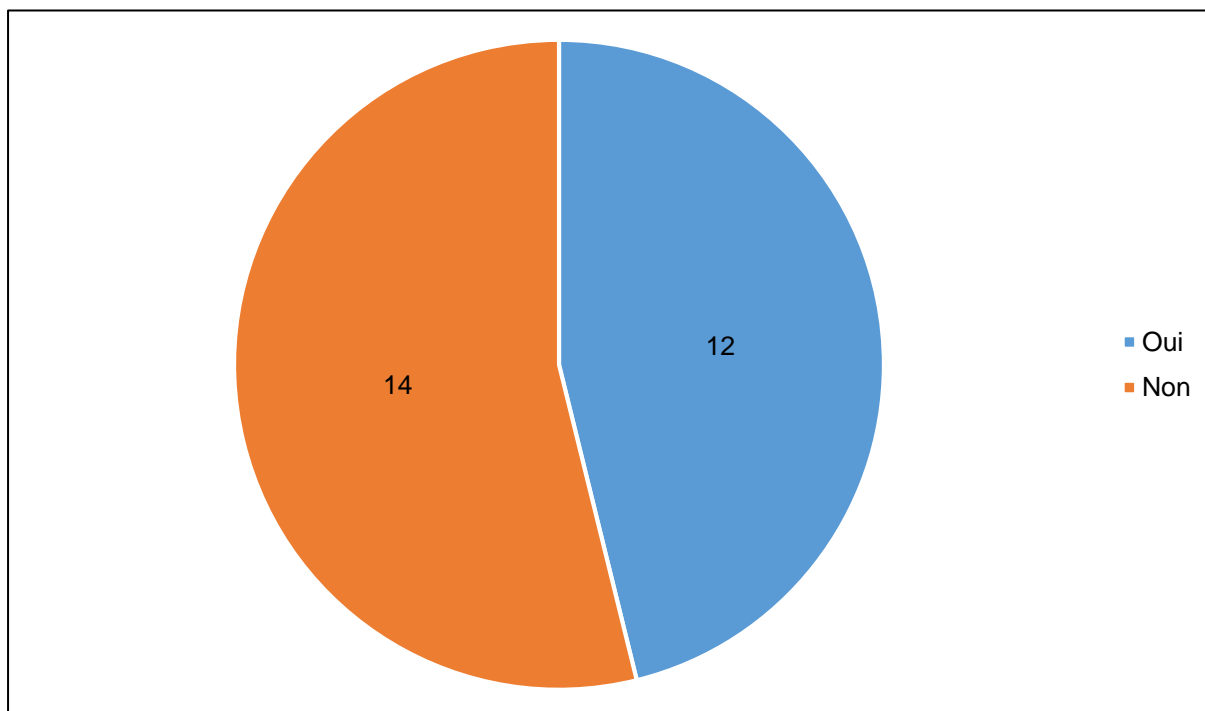
Un total de 14 cantons a indiqué avoir affecté leur part de la taxe sur la dépendance au jeu 2017 à des fins exclusives de lutte contre la dépendance aux jeux d'argent. Douze ont investi un certain montant dans des activités qui ne relevaient pas (ou pas exclusivement) de la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent (cf. illustr. 6). Il s'agit de grands cantons aussi bien que de petits. Le nombre de cantons qui ont affecté des fonds de la taxe sur la dépendance au jeu à des mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent et à des contributions structurelles a donc légèrement augmenté par rapport à ces dernières années (2017 : 15 : 11 ; 2016 : 17 : 9 ; 2015 : 19 : 7 ; 2014 : 17 : 9). Cette hausse pourrait notamment s'expliquer par le fait que cette année à nouveau, la Comlot a pris directement contact, dans plusieurs cas douteux, avec les représentants cantonaux pour leur demander une clarification, et que la plupart d'entre eux ont ensuite modifié leurs indications. En outre, les cantons semblent être bien plus sensibilisés aux

² Le Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ) en Suisse romande (mandat exécuté par le GREA), le Kooperationsmodell Spielsuchtprävention Nordwest- und Innerschweiz (mandat exécuté par Addiction Suisse) et l'Ostschweizer Verbund (mandat exécuté par Perspektive Thurgau).

³ Lettre d'information de la Conférence spécialisée des membres des gouvernements concernés par la loi sur les loteries et le marché des loteries (CDCM), relative à l'« Affectation de la taxe sur la dépendance au jeu » du 24 novembre 2014.

mesures non spécifiques aux jeux d'argent qu'au début du rapport. Les dépenses suivantes ont été citées : contributions structurelles (cofinancement de services de consultation en matière d'addictions et d'endettement, et d'institutions de prévention) ; soutien à des projets non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent, p. ex. manifestations de prévention dans les écoles à l'occasion desquelles les animateurs informent les élèves sur la bonne gestion du revenu et les risques liés à l'endettement, dont la dépendance au jeu. De plus, une partie de la taxe sur la dépendance au jeu a servi à soutenir des formations continues couvrant diverses formes de dépendance. Cinq représentants cantonaux ont signalé avoir attribué des ressources à la lutte contre la dépendance au jeu en général (cyberdépendance, jeux en ligne, nouveaux médias, etc.). Comme ces dernières années, il est réjouissant de constater que la plupart des cantons ont reconnu spontanément et correctement que le phénomène de la cyberdépendance ne coïncide pas tout à fait avec celui de la dépendance aux jeux d'argent. Malgré quelques problèmes occasionnels pratiques de classification, la délimitation théorique est claire et se fonde sur les trois critères internationalement reconnus des jeux de hasard (mise d'argent, possibilité de gagner de l'argent et hasard).

Comme ces dernières années, la Comlot a de nouveau posé une question complémentaire concernant les contributions qui n'ont pas (ou pas exclusivement) été affectées à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent. Elle invitait les cantons à chiffrer le montant consacré aux mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent et/ou aux contributions structurelles. Plus concrète, cette question doit permettre de mieux évaluer si les directives recommandées par la CDCM ont été respectées. Sur les douze cantons qui ont reconnu avoir financé au moyen de la taxe sur la dépendance au jeu des contributions structurelles en faveur d'institutions qui ne traitent pas exclusivement la problématique de la dépendance aux jeux d'argent, et / ou cofinancé des mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent, trois ont dépassé le plafond de 20 %. L'année dernière, deux cantons dépassaient cette limite, contre un seul les années précédentes. Tous les autres cantons ont respecté la recommandation de la CDCM.



Illustr. 6 : En 2018, avez-vous versé des contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui n'ont pas été exclusivement affectées à la lutte contre la dépendance aux jeux d'argent ? (Nombre de cantons)

Conclusions et perspectives au terme du cinquième rapport

Avec le présent rapport, la Comlot remplit pour la cinquième fois le mandat que la CDCM lui a confié, à savoir produire un rapport annuel sur l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu au sein des cantons. La Comlot est chargée non seulement de rédiger le rapport, mais aussi de coordonner l'ensemble du processus d'élaboration de ce dernier. La mise en œuvre dudit processus ne diminue assurément en rien l'obligation et la responsabilité qui incombent aux cantons d'utiliser la taxe sur la dépendance au jeu conformément aux dispositions en vigueur.

Comme les dernières années précédentes, la Comlot se réjouit du fait que les cantons ont pu lui fournir sans difficulté des informations précises sur l'affectation de la taxe sur la dépendance au jeu. Ces renseignements portent sur le montant des fonds effectivement utilisés en 2018, mais aussi sur celui des contributions versées aux différents prestataires et sur la nature des mesures engagées.

A l'instar des années précédentes, les cantons ont utilisé les fonds issus de la taxe sur la dépendance au jeu majoritairement pour la dépendance aux jeux d'argent, mais aussi dans une moindre mesure pour des dépendances connexes (cyberdépendance, jeux vidéo, etc., voir explications ci-avant).

L'optimisation des outils de rapport a fait ses preuves ; le processus d'élaboration des rapports fonctionne bien. La plupart des questions ou des incertitudes exprimées les années précédentes ont pu être résolues dans le cadre des derniers rapports. En vue de la prochaine édition également, la Comlot veillera à prendre des contacts bilatéraux avec les cantons concernés en cas d'incertitude ou d'anomalies afin de garantir la qualité du rapport, voire de l'améliorer, le cas échéant.

C) Rapports des cantons

Les pages ci-après présentent l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu canton par canton. Les indications suivantes sont reprises telles quelles des grilles de saisie remplies par les cantons :

- coordonnées du/de la responsable cantonal/e ;
- formulaire de commentaires (saisie originale du/de la représentant/e cantonal/e) ;
- tableau : fonds perçus et total des dépenses 2018
- tableau : niveau du fonds de la taxe sur la dépendance au jeu ;
- diagramme : utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations
- tableau : contributions versées au titre de la taxe sur la dépendance au jeu 2018 (par catégorie de prestations).

Les rapports cantonaux sont classés par ordre alphabétique.

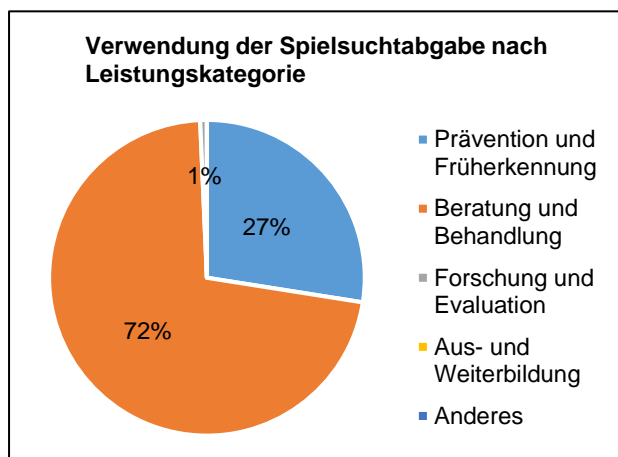
Kanton Aargau



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2017	282'481 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2018	250'620 CHF
Differenz	31'861 CHF

Kontakt

Fachstelle Sucht
 Kathrin Sommerhalder
 Abteilung Gesundheit
 Departement Gesundheit und Soziales
 Bachstrasse 15
 5001 Aarau
 Telefon: 062 835 29 55
 Fax: 062 835 29 65
 E-Mail: kathrin.sommerhalder@ag.ch
 Internet: www.ag.ch



Erläuterung des Kantons Aargau über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Im Kanton Aargau wurde die Spielsuchtabgabe 2018 wie in den vergangenen Jahren verwendet: In 2 ambulanten (privat organisierten) Suchtberatungsstellen wird eine spezifische ambulante Spielsuchtberatung angeboten. Die Fachspezialisten sind fachspezifisch weitergebildet und Teil des Beratungsteams. Overhead- und Infrastrukturkosten werden von den privaten Trägerschaften dem Kanton nicht verrechnet. Im Weiteren ist der Aargau mit Gründungskanton des Nordwestschweizer Kooperationsmodells zwischen insgesamt 10 Kantonen und der Sucht Schweiz für den Bereich der Spielsuchtprävention. Der Fondsbestand bietet Gewähr dafür, dass bei Bedarf das Beratungsangebot auch in Zukunft noch erweitert werden kann und bietet auch die Möglichkeit, kantonsspezifische Projekte zu realisieren.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2018	659'681 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2018	31'861 CHF
Fondsbestand am 31.12.2018	691'542 CHF

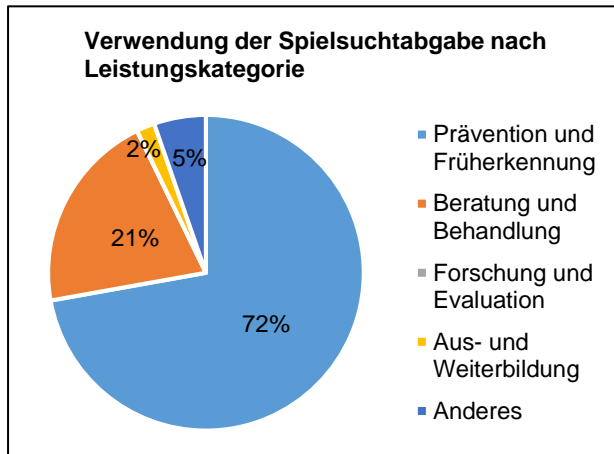
Kanton Appenzell Ausserrhoden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2017	16'655 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2018	13'298 CHF
Differenz	3'357 CHF

Kontakt

Leiterin Abt. Gesundheitsschutz, Gesundheitsförderung und Prävention
 Rosa Lopardo Imelli
 Amt für Gesundheit
 Departement Gesundheit und Soziales
 Kasernenstrasse 17
 9102 Herisau
 Telefon: 071 353 65 74
 E-Mail: rosa.lopardo@ar.ch
 Internet: www.ar.ch



Erläuterung des Kantons Appenzell Ausserrhoden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Appenzell Ausserrhoden setzt mit fünf weiteren Kantonen (AI, GL, GR, SG und TG) das interkantonale Projekt zur Prävention, Früherkennung und Bekämpfung der Glücksspielsucht in der Ostschweiz um. Mit der Umsetzung des Projektes wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau (PTG) beauftragt.

Die Ostschweizer Kantone arbeiten bei verschiedenen Massnahmen mit den Inner- und Nordwestschweizer Kantonen (zehn Kantone, Umsetzung durch Sucht Schweiz) zusammen. Die gemeinsamen Massnahmen betreffen Telefonberatungen durch eine Helpline, das Betreiben der Homepage www.sos-spielsucht.ch und das Durchführen eines Migrationsprojektes.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2018	20'840 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'63 CHF
Zuweisung/Entnahme 2018	3'357 CHF
Fondsbestand am 31.12.2018	24'260 CHF

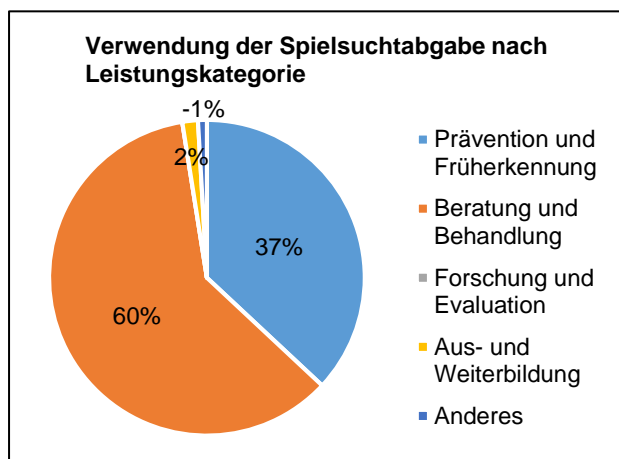
Kanton Appenzell Innerrhoden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2017	5'592 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2018	5'283 CHF
Differenz	'309 CHF

Kontakt

Mathias Cajochen
Gesundheitsamt
Gesundheits- und Sozialdepartement
Hoferbad 2
9050 Appenzell
Telefon: 071 788 94 52
E-Mail: info@gsd.ai.ch
Internet: www.ai.ch



Erläuterung des Kantons Appenzell Innerrhoden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Appenzell I.Rh. ist mit 5 weiteren Kantonen (AR, GL, GR, SG, TG) Mitglied des Interkantonalen Glücksspielsuchtprojektes zur Prävention, Früherkennung und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz. Mit der Umsetzung des Projekts wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau (PTG) beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen. Der Anteil der Beteiligung für den Kanton Appenzell I.Rh. an den gesamten Kosten (LV, Projekte) im Verbund beträgt 1.5 %. Die Leistungsvereinbarung enthält die Angebote einer Helpline (Telefonberatung), einer Onlineberatung, dem Betreiben der Homepage www.sos-spielsucht.ch, ein Migrationsprojekt usw.

Erläuterung zur Reserve bei externen Leistungserbringern: nicht beanspruchtes Budget bildet eine Reserve, welche für zusätzliche Projekte eingesetzt werden kann.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2018	37'208 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2018	'309 CHF
Fondsbestand am 31.12.2018	37'517 CHF

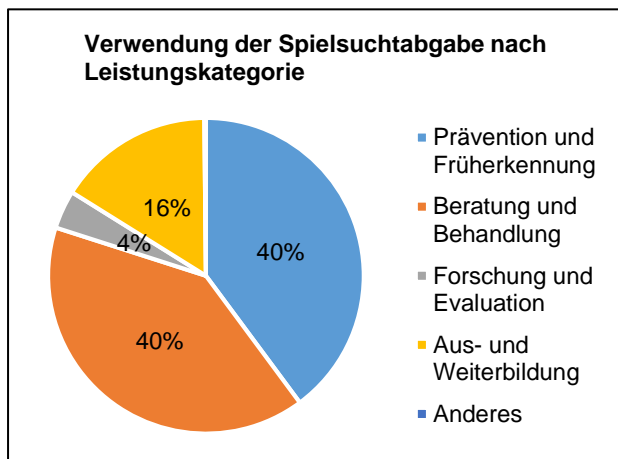
Kanton Basel-Landschaft



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2017	113'097 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2018	174'134 CHF
Differenz	-61'037 CHF

Kontakt

Joos Tarnutzer
 Amt für Gesundheit
 Volkswirtschafts- und Gesundheitsdirektion
 Bahnhofstrasse 5
 Postfach
 4410 Liestal
 Telefon: 061 552 56 06
 Fax: 061 552 69 34
 E-Mail: joos.tarnutzer@bl.ch
 Internet: www.bl.ch



Erläuterung des Kantons Basel-Landschaft über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Zuerst ist zu beachten, dass im vorliegenden Bericht nur die verwendeten Mittel aus der Spielsuchtabgabe rapportiert sind und die erheblichen finanziellen Mittel, welche der Kanton aus der Staatsrechnung aufwendet, nicht abgebildet sind. Der Kanton Basel-Landschaft setzt auf eine integrierte Präventions- und Suchthilfepolitik, Leistungsvereinbarungen sind daher suchtmittelübergreifend ausgerichtet, beziehungsweise schliessen die Spielsucht explizit mit ein. Grösster Anbieter ist der ambulante Dienst der Psychiatrie. Deren Leistungen werden, wenn sie nicht über die Leistungen der Krankenversicherer oder über die gemeinschaftlichen Leistungen des Kantons abgerechnet sind, für direkte Leistungen mit Bezug zu Glücksspiel auch aus der Spielsuchtabgabe abgegolten, lediglich die jährliche Over-Head-Pauschale von Fr. 12'000.00 stellt einen eigentlichen Strukturbeitrag dar.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2018	267'730 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2018	-61'037 CHF
Fondsbestand am 31.12.2018	206'693 CHF

Der hohe Fondsbestand wurde in den Anfangsjahren der Spielsuchtabgabe geäufnet und wird sukzessive reduziert. Beim Abbau der Reserve wird teilweise von der Empfehlung der FDKL abgewichen, was die maximale Höhe der unspezifischen Massnahmen anbelangt. Namentlich zu nennen ist die Präventionsstelle der Jugendanwaltschaft BL.

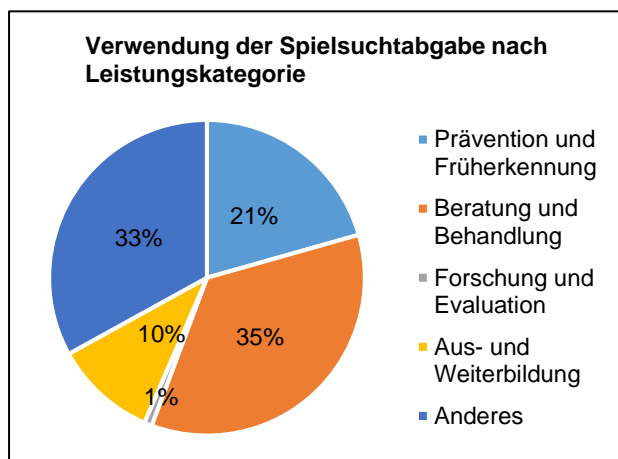
Kanton Basel-Stadt



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2017	89'327 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2018	104'332 CHF
Differenz	-15'005 CHF

Kontakt

Eveline Bohnenblust
 Abteilung Sucht
 Gesundheitsdepartement
 Clarastrasse 12
 Postfach: 204
 4005 Basel
 Telefon: 061 267 89 00
 E-Mail: abteilung.sucht@bs.ch
 Internet: www.sucht.bs.ch



Erläuterung des Kantons Basel-Stadt über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Gemäss Beschluss der Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren der Nordwestschweiz vom 26. November 2007 setzen die Kantone 25% der Spielsuchtabgabe für die Prävention und 75% für die Behandlung der Spielsucht ein. Im Jahr 2018 unterstützte das Gesundheitsdepartement mit diesen Mitteln die Stiftung Sucht Schweiz zwecks Förderung und Umsetzung von Präventionsmassnahmen. Weitere finanzielle Beiträge erhielten die Ambulanz für Verhaltenssuchte der Universitären Psychiatrischen Kliniken Basel für die Umsetzung des Kooperationsmodells Glücksspielsucht Basel-Stadt sowie das Beratungszentrum der Stiftung Suchthilfe Region Basel zwecks Erbringung von Beratungsdienstleistungen im Zusammenhang mit exzessiver Spielsucht. In den vergangenen Jahren ist im Kanton Basel-Stadt kontinuierlich ein Fallanstieg in der Behandlung zu verzeichnen. Die Beiträge aus dem Spielsuchtfonds decken nur einen kleinen Teil der Behandlungs- und Beratungskosten. Diese Unterstützungen werden im Jahr 2019 fortgeführt.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2018	83'700 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2018	-15'005 CHF
Fondsbestand am 31.12.2018	68'695 CHF

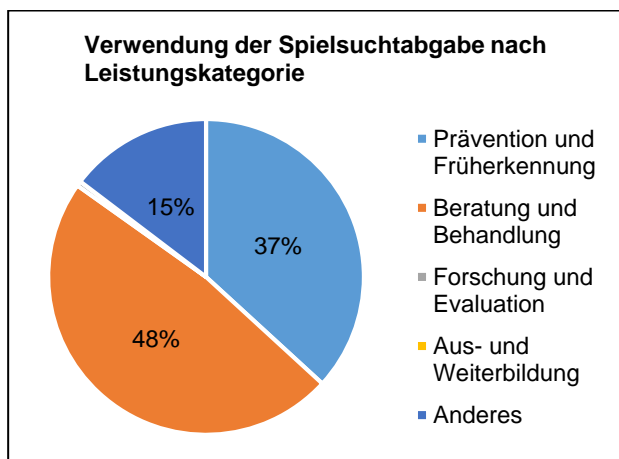
Kanton Bern



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2017	489'319 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2018	545'402 CHF
Differenz	-56'083 CHF

Kontakt

Anita Tschumi
 Spitalamt
 Gesundheits- und Fürsorgedirektion
 Rathausgasse 1
 3000 Bern 8
 Telefon: 031 633 79 62
 Fax: 031 633 79 67
 E-Mail: anita.tschumi@gef.be.ch
 Internet: www.gef.be.ch



Erläuterung des Kantons Bern über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Sucht Schweiz, Lausanne: Fondsbestand am 31.12.2018: CHF 40'823.44. Dieser setzt sich zusammen aus dem Bestand vom 01.01.2018 von CHF 100'139.18, dem Beitrag des Kt. Bern 2018 von CHF 113'521.95, den Kosten 2018 von CHF 172'832.97, dem Zins von CHF -4.72 sowie der Veränderung des Fondsbestands 2018 von CHF 59'316.00.

Allgemeine Bemerkung - Die entrichteten Beiträge aus der Spielsuchtabgabe gemäss Art. 18 der interkantonalen Vereinbarung über die Aufsicht sowie die Bewilligung und Ertragsverwendung von interkantonal oder gesamtschweizerisch durchgeführten Lotterien und Wetten entsprechen sowohl in der Summe wie auch der Aufteilung in Leistungskategorien denjenigen des Vorjahres.

Produkt Beratung und Therapie: Bei den Hauptanlassproblemen betrug der Anteil „pathologisches und risikoreiches Spielen“ 2.9%. Dies alleine entspricht einer Summe von TCHF 230.

Bei den Hauptanlassproblemen betrug zudem der Anteil „digitale Medien“ (Internet, Gamen, Handy) 4.9%. Unter dieser Klientengruppe befindet sich ein weiterer Anteil an Personen mit risikoreichem Spielverhalten, die zumindest eine erhöhte Disposition zu pathologischem Glücksspiel aufweisen. Die Zusammenarbeit mit den Spielcasinos Bern und Interlaken bei Spielsperren (Sozialplan) besteht nach wie vor, ebenso auch die Zusammenarbeit mit dem Verein Schuldensanierung Bern. Der dazu erforderliche Aufwand betrug im Jahr 2018 rund 66 Stunden. Die entspricht einem Betrag von TCHF 11.

Produkt Gesundheitsförderung und Prävention: Der im engen Sinne zweckgebundene Einsatz der im Bereich Glücksspiel betrug, im Rahmen der Handlungsschwerpunkte sowie unserer Dienstleistungen Beratung, Schulung und Sensibilisierung, TCHF 90.

Des Weiteren wurden für Massnahmen im Bereich „digitale Medien“ insgesamt TCHF 159 eingesetzt. Dies umfasst vor allem Angebote zur Stärkung der Medienkompetenz von Jugendlichen, Eltern und MultiplikatorInnen. Diese Massnahmen zielen auch auf die Prävention von risikoreichem und pathologischem Glücksspiel. Der beschriebene Ressourceneinsatz zur Förderung von Medienkompetenz leistet einen erwiesenen Beitrag auch zur Verminderung von Glücksspielproblemen. Verein Schuldenberatung Bern (VBS): Wie in den letzten Jahren wurde für Beratungs- und Behandlungsangebote im Kanton Bern der VBS beauftragt.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2018	378'102 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	-5 CHF
Zuweisung/Entnahme 2018	-56'083 CHF
Fondsbestand am 31.12.2018	322'014 CHF

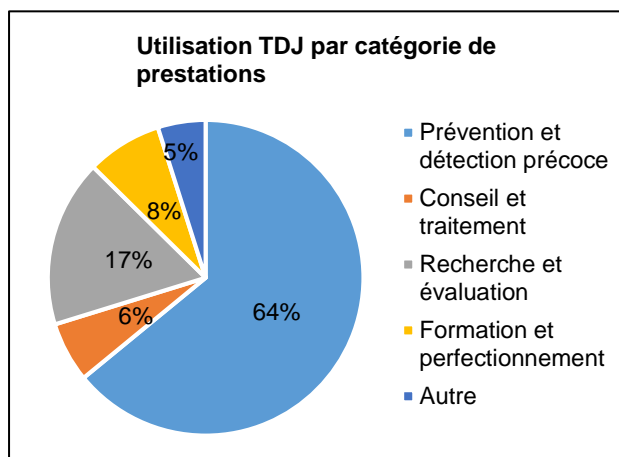
Canton de Fribourg



Part de la TDJ 2017	199'075 CHF
Total dépenses du canton en 2018	243'432 CHF
Différence	-44'357 CHF

Contact

Service de l'action sociale
 Direction de la santé et des affaires sociales
 Route des Cliniques 17
 1700 Fribourg
 Téléphone: 026 305 29 92
 E-Mail: sasoc@fr.ch
 Internet: www.fr.ch/sasoc



Commentaire du canton de Fribourg au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton de Fribourg, le Fonds cantonal de prévention et de lutte contre le jeu excessif a pour but de soutenir des mesures de prévention et de lutte contre la dépendance au jeu et le surendettement (Ord. du 17 mars 2009). La Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS) décide de son utilisation. La Commission de prévention et de lutte contre le jeu excessif et le surendettement (CPLJS) est chargée de préavisier les demandes de subventions et peut également élaborer des projets et les proposer à la DSAS. En 2018, les projets en cours ont été poursuivis: Prévention et lutte contre le jeu excessif dont le mandat a été confié à REPER; étude GenerationFRee mise en œuvre par Unisanté, Centre universitaire de médecine générale et santé publique; participation au Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ) et plan cantonal de prévention et de lutte contre surendettement.

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2018	545'361 CHF
Intérêts/Frais administratifs	1'363 CHF
Affectations/Prélèvements 2018	-44'357 CHF
Etat du fonds au 31.12.2018	502'367 CHF

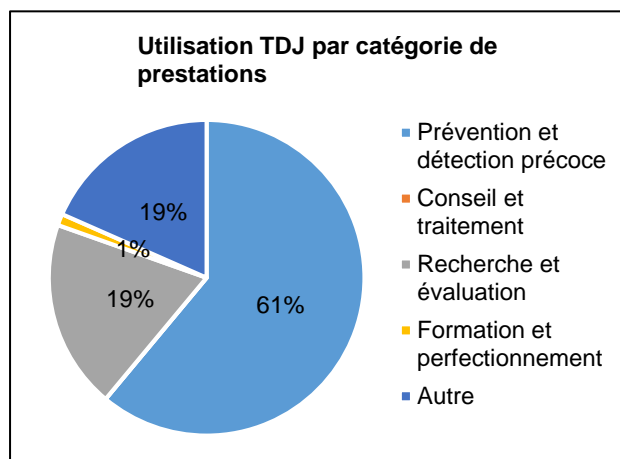
Canton de Genève



Part de la TDJ 2017	376'765 CHF
Total dépenses du canton en 2018	177'679 CHF
Différence	199'086 CHF

Contact

Administrateur
 Romain Bouchardy
 Direction administrative et financière
 Département de la sécurité, de l'emploi et de la santé
 Rue Adrien-Lachenal 8
 1207 Genève
 Téléphone: 022 546 50 00
 E-Mail: subventions-sante@etat.ge.ch
 Internet: www.ge.ch



Commentaire du canton de Genève au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton de Genève, la taxe sur la dépendance au jeu sert à la prévention du jeu excessif. Sur l'exercice 2018, 58% des dépenses ont été allouées pour la participation genevoise au Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ), sur un mandat de la CLASS au Groupement romand d'étude des addictions pour des activités d'information, de prévention primaire et secondaire, de formation et de recherche.

24% des dépenses ont été attribuées sous forme d'aide financière à l'association faïtière Carrefour Addictions, entité responsable de la prévention des addictions sur le canton de Genève (tabac, alcool, cannabis, jeu excessif). Cette subvention est répartie budgétairement comme suit: 8'640 CHF pour des activités de fonctionnement de la structure (back office, y compris pour les activités de prévention du jeu d'argent excessif) ; 10'120 CHF pour des activités transversales sur les addictions dont le jeu d'argent excessif (sensibilisation de la population, conseil, coordination du réseau genevois des addictions, etc.) ; 24'440 CHF sont consacrés à des activités de sensibilisation et de formation des professionnels sur la problématique du jeu excessif virtuel. Enfin 16% de la taxe a permis de compléter le financement d'une collaboratrice spécialisée dans le domaine de la prévention du jeu.

La taxe sur la dépendance au jeu est utilisée en complémentarité avec les recettes provenant des taxes perçues sur le produit des jeux de casinos, ressources également utilisées pour la prévention du jeu d'argent excessif (également sous forme d'aide financière à l'association Carrefour Addictions).

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2018	1'850'245 CHF
Intérêts/Frais administratifs	'9 CHF
Affectations/Prélèvements 2018	199'086 CHF
Etat du fonds au 31.12.2018	2'049'340 CHF

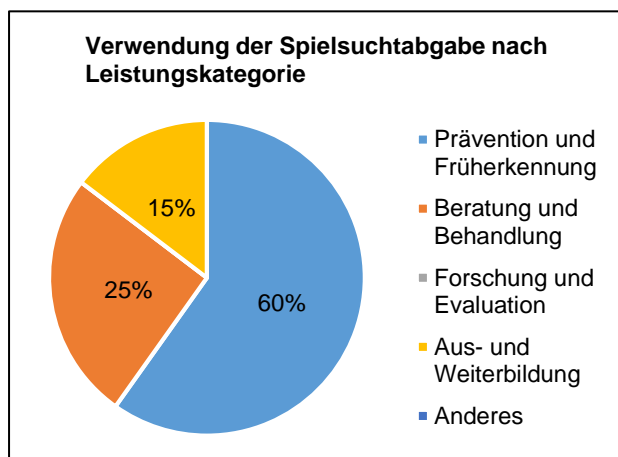
Kanton Glarus



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2017	18'778 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2018	13'334 CHF
Differenz	5'445 CHF

Kontakt

Orsolya Bolla
 Hauptabteilung Gesundheit
 Departement Finanzen und Gesundheit
 Rathaus
 8750 Glarus
 Telefon: 055 646 61 40
 E-Mail: orsolya.bolla@gl.ch
 Internet: www.gl.ch



Erläuterung des Kantons Glarus über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Glarus ist Mitglied des Interkantonalen Glücksspielsuchtprojektes zur Prävention und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz. Mit der Umsetzung des Projekts wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau (PTG) beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2018	98'437 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'34 CHF
Zuweisung/Entnahme 2018	5'445 CHF
Fondsbestand am 31.12.2018	103'915 CHF

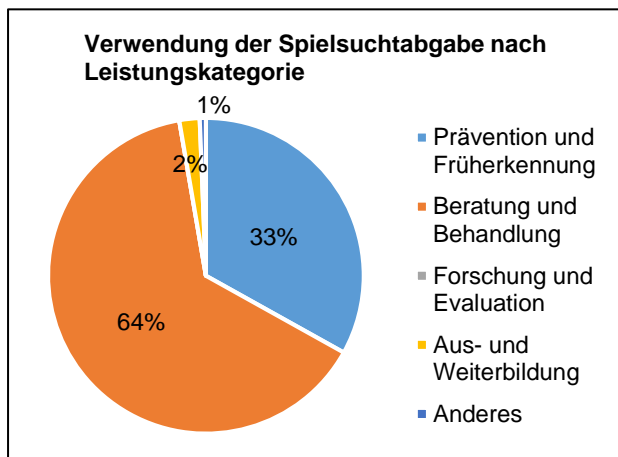
Kanton Graubünden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2017	108'617 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2018	100'168 CHF
Differenz	8'450 CHF

Kontakt

Susanna Gadiant
 Sozialamt
 Departement für Volkswirtschaft und Soziales
 Gürtelstrasse 89
 7001 Chur
 Telefon: 081 257 26 51
 Fax: 081 257 21 48
 E-Mail: susanna.gadiant@soa.gr.ch
 Internet: www.soa.gr.ch



Erläuterung des Kantons Graubünden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Das kantonale Sozialamt Graubünden erfüllt die Beratung von Menschen mit Spielsuchtproblemen mit einem Beratungsangebot im Bereich der Suchtberatung durch die regionalen Sozialdienste und dem Sozialdienst für Suchtfragen in Chur.

Im Bereich der Spielsuchtprävention hat der Kanton Graubünden zusammen mit den Kanton AR, AI, GL, SG und TG ein Grundangebot zur Prävention und Bekämpfung der Spielsucht aufgebaut.

Die Grundlage für diese Zusammenarbeit bildet eine Leistungsvereinbarung des Kantons St. Gallen mit der Firma "Perspektive Thurgau" (PTG), die für die operative Geschäftsführung verantwortlich ist. Die effektiven Kosten werden anhand der Wohnbevölkerung jeweils per 31. Dezember auf die beteiligten Kantone verteilt.

Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2018	363'302 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'327 CHF
Zuweisung/Entnahme 2018	8'450 CHF
Fondsbestand am 31.12.2018	372'079 CHF

Reserven bei externen Leistungserbringenden: Der Kanton Graubünden leistet jährlich einen fixen Beitrag an die PTG gemäss der vorhandenen Leistungsvereinbarung. Nicht beanspruchte Mittel werden den Reserven zugeschlagen.

Sowohl dem Fachverband Sucht als auch Sucht Schweiz wurde im vergangenen Jahr ein Teil des jährlichen Betriebsbeitrags aus der Spielsuchtabgabe finanziert.

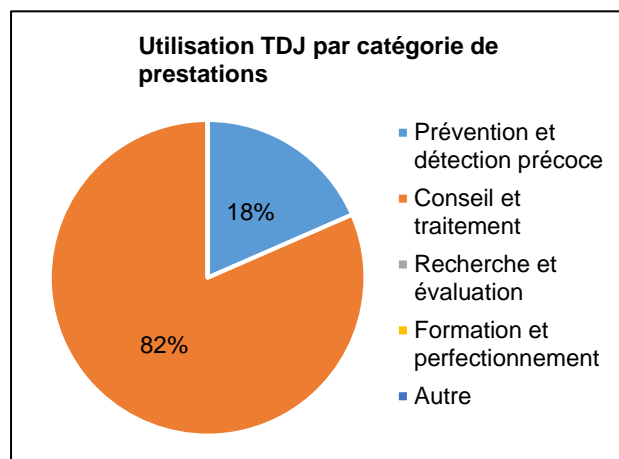
Canton du Jura



Part de la TDJ 2017	70'807 CHF
Total dépenses du canton en 2018	70'807 CHF
Différence	'0 CHF

Contact

Olivier Etique
 Service de l'Action Sociale
 Département de l'Intérieur
 Faubourg des Capucins 20
 2800 Delémont
 Téléphone: 032 420 51 44
 Fax: 032 420 51 41
 E-Mail: olivier.etique@jura.ch
 Internet: www.jura.ch



Commentaire du canton du Jura au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton du Jura, la problématique de la dépendance au jeu est mandatée à Caritas Jura par le biais de la structure mise en place en vue du désendettement. La taxe sur la dépendance au jeu est intégralement utilisée pour financer la contribution au GREA, la mise à disposition d'un pourcentage d'une assistante sociale employée du Service cantonal de l'Action Sociale. Le solde faisant partie du financement de Caritas-Jura.

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2018	'0 CHF
Intérêts/Frais administratifs	'0 CHF
Affectations/Prélèvements 2018	'0 CHF
Etat du fonds au 31.12.2018	'0 CHF

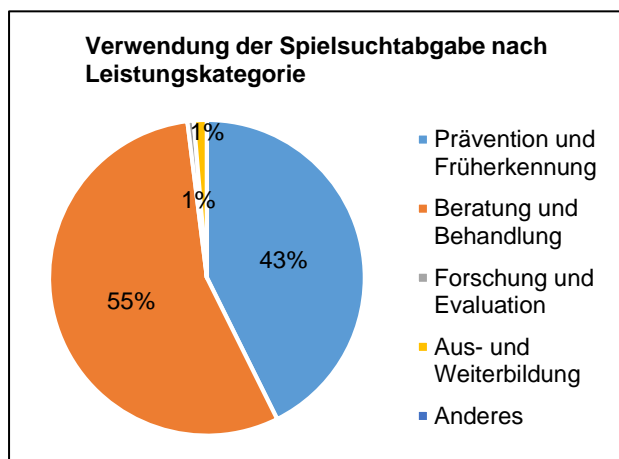
Kanton Luzern



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2017	159'699 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2018	149'925 CHF
Differenz	9'774 CHF

Kontakt

Dr. sc. nat., dipl. pharm. Regina Suter
 Dienststelle Gesundheit und Sport
 Gesundheits- und Sozialdepartement
 Meyerstrasse 20
 Postfach: 3439
 6002 Luzern
 Telefon: 041 228 60 98
 E-Mail: regina.suter@lu.ch
 Internet: www.gesundheit.lu.ch



Erläuterung des Kantons Luzern über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Luzern ist Mitglied des Nordwestschweizer Kooperationsmodells mit insgesamt 10 Kantonen und der Sucht Schweiz für den Bereich der Spielsuchtprävention. Kantonale institutionelle Tätigkeiten im Spielsuchtbereich in den Säulen Prävention/Früherkennung und Beratung/Behandlung werden über den Spielsuchtfonds finanziert. Seit 2017 wird Safezone kantonal unterstützt und aus dem Spielsuchtfonds finanziert.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2018	874'287 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2018	9'774 CHF
Fondsbestand am 31.12.2018	884'061 CHF

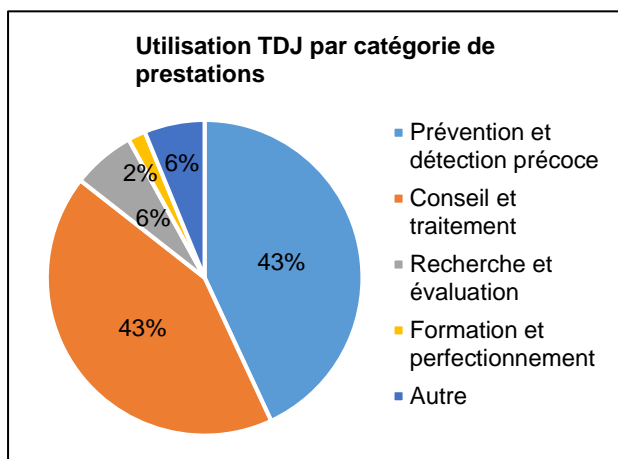
Canton de Neuchâtel



Part de la TDJ 2017	175'267 CHF
Total dépenses du canton en 2018	178'567 CHF
Différence	-3'300 CHF

Contact

Responsable prévention fondation Addiction Neuchâtel
Valérie Wenger Pheulpin
Fondation Addiction Neuchâtel
Rue de la Paix 133
2300 La Chaux-de-Fonds
Téléphone: 032 886 86 00
E-Mail: valerie.wengerpheulpin@ne.ch
Internet: www.addiction-neuchatel.ch



Commentaire du canton de Neuchâtel au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

La République et Canton de Neuchâtel, représentée par son service d'accompagnement et d'hébergement de l'adulte (SAHA), rattaché au Département de la justice, de la sécurité et de la culture (DJSC) a donné mandat à la Fondation Addiction Neuchâtel (AN) de mettre en place sur son territoire des dispositifs et des interventions censés prévenir l'addiction au jeu et venir en aide aux personnes souffrant de pathologies liées à la dépendance au jeu. Le Canton de Neuchâtel, par le SAHA, s'engage à réserver à la AN l'entier du RBJ, après déduction de la part revenant au GREA pour le PILDJ. Le montant touché est communiqué en juin par la LORO, et versé au mandataire de suite, aussitôt réglée la facture du GREA. Addiction Neuchâtel s'engage à mettre tout en œuvre, avec les moyens à disposition, pour rendre son action en faveur de la population-cible du PILDJ la plus efficace possible; elle est libre de choisir les moyens et les ressources pour atteindre cet objectif. Elle rend compte des dépenses encourues lors de la remise annuelle de ses comptes au SAHA. Elle informe le SAHA régulièrement, mais au moins une fois par année lors d'une séance organisée à son initiative, de l'avancement des travaux et de l'état des dossiers en cours. De plus, elle représente le canton de Neuchâtel au sein du groupe d'accompagnement du PILDJ, qui se réunit quatre fois par année. (Extrait de la convention de collaboration entre le canton de Neuchâtel et la Fondation Addiction Neuchâtel). En 2018, le dispositif intercantonal (PILDJ) de prévention "Tous joueurs" a fait halte sur le littoral neuchâtelois et connu un grand succès. Les professionnels d'Addiction Neuchâtel concernés par le jeu ont participé activement au symposium du jeu excessif qui s'est tenu à Fribourg. Un renouvellement du personnel au sein de l'équipe jeu a nécessité un effort de formation accru tant à l'interne d'Addiction Neuchâtel qu'à l'externe.

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2018	184'945 CHF
Intérêts/Frais administratifs	CHF
Affectations/Prélèvements 2018	-3'300 CHF
Etat du fonds au 31.12.2018	181'645 CHF

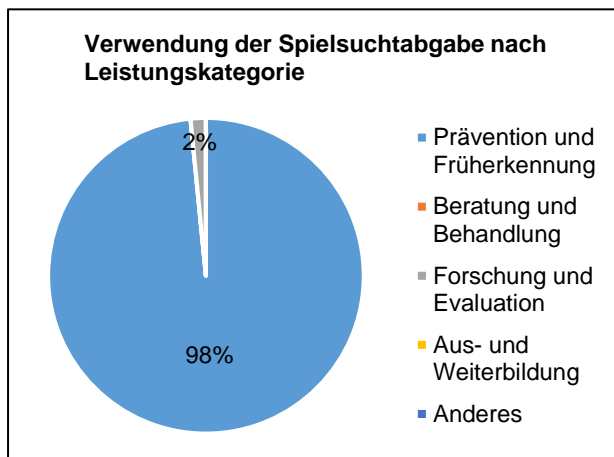
Kanton Nidwalden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2017	17'998 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2018	10'688 CHF
Differenz	7'310 CHF

Kontakt

Barbara Etienne
 Sozialamt/Abteilung Gesundheitsförderung und Integration
 Gesundheits- und Sozialdirektion
 Marktgasse 3
 6370 Stans
 Telefon: 041 618 75 90
 E-Mail: barbara.etienne@nw.ch
 Internet: www.gfi.nw.ch



Erläuterung des Kantons Nidwalden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Nidwalden setzt die Gelder in Prävention von Glücksspielsucht ein mittels des interkantonalen Projekts Glücksspielsucht. Das Mandat dazu hat Suchtschweiz. Einen anderen Teil setzte der Kanton in die primäre Prävention zu Internetnutzung Bereich Glücksspielsucht mit Modulen in der Schule ein. Dann plant der Kanton Nidwalden zum Thema der Glücksspielsucht ein Laientheater, das 2019 aufgeführt wird. Deshalb sind die Reserven im Fondbestand noch hoch.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2018	79'796 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2018	7'310 CHF
Fondsbestand am 31.12.2018	87'105 CHF

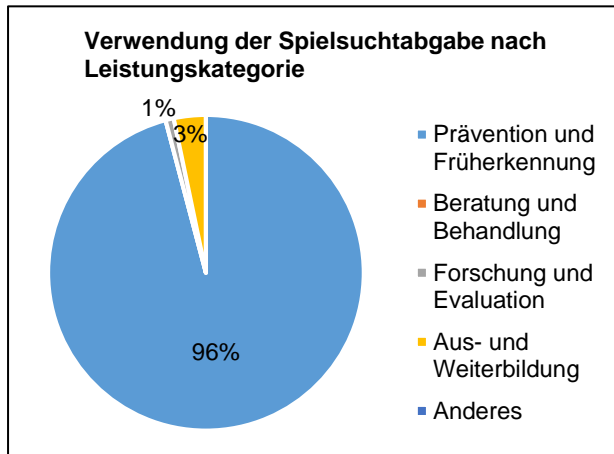
Kanton Obwalden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2017	15'354 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2018	9'154 CHF
Differenz	6'199 CHF

Kontakt

Beauftragte für Gesundheitsförderung und Prävention,
Stellenleitung
Christine Durrer
Sozialamt/Fachstelle Gesellschaftsfragen
Sicherheits- und Justizdepartement
Dorfplatz 4
Postfach: 1261
6061 Sarnen
Telefon: 041 666 60 66
E-Mail: christine.durrer@ow.ch
Internet: www.gesellschaftsfragen.ow.ch



Erläuterung des Kantons Obwalden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Seit 2009 beteiligt sich der Kanton Obwalden an dem interkantonalen Kooperationsmodell, welches Sucht Schweiz das Mandat zur Planung und Durchführung von Präventionsmassnahmen im Bereich Glücksspiel erteilt. Der Kanton überweist jährlich 25% der Spielsuchtabgabe. Dieser Leistungsvertrag wurde wiederum vom Regierungsrat des Kantons Obwalden um drei Jahre verlängert (2019 bis 2021).

Da im Kanton Obwalden mit seinen runde 37'000 EinwohnerInnen und den sieben Gemeinden kein Spielcasino steht, fokussieren wir unsere Präventionsarbeit auf den Umgang mit digitalen Medien. Der gesamte restliche Betrag (75%) wird dafür verwendet.

Das Internet erlaubt Spielen ohne Grenzen und bietet problematischem Suchtverhalten Hand. In den Schulen des Kantons wird das Thema Neue Medien sehr unterschiedlich behandelt. Unsere Massnahmen umfassen Angebote zur Vermittlung der Medienkompetenz für Kinder/Jugendliche, Eltern und MultiplikatorInnen.

Neu werden auch die bewährten Flimmerpausen den Schulen zur Umsetzung empfohlen und mit einem Unterstützungsbeitrag finanziert. Das gesamte Massnahmenpaket zielt unter anderem auch auf die Prävention von Online-Gambling. Mit der Förderung von Medienbildung an den Schulen gelingt uns ein chancengerechter Zugang zu allen Familien. Wir sind überzeugt, damit einen Beitrag zur Verminderung von Glücksspielabhängigkeit zu leisten.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2018	2'276 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2018	6'199 CHF
Fondsbestand am 31.12.2018	8'475 CHF

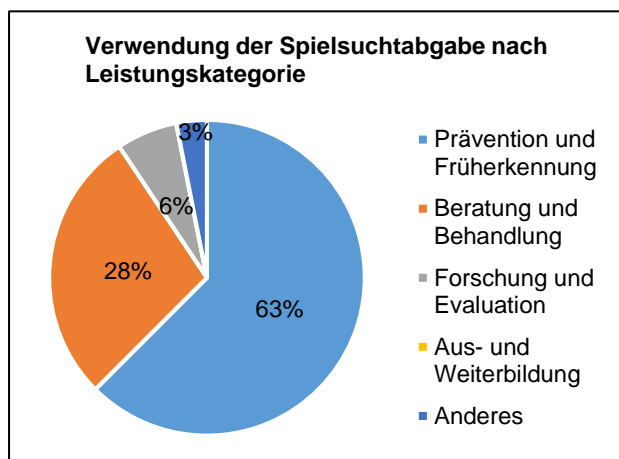
Kanton Schaffhausen



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2017	31'256 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2018	32'000 CHF
Differenz	-'744 CHF

Kontakt

Christoph Roost
 Sozialamt
 Departement des Innern
 Platz 4
 Postfach: 1421
 8201 Schaffhausen
 Telefon: 052 632 73 83
 Fax: 052 632 78 30
 E-Mail: christoph.roost@ktsh.ch
 Internet: www.sh.ch



Erläuterung des Kantons Schaffhausen über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Schaffhausen hat eine Leistungsvereinbarung mit dem Trägerverein der Fachstelle für Gesundheitsförderung, Prävention und Suchthilfe, welche die Aufgaben in der Prävention und Beratung der Spielsucht operativ wahrnimmt und die Bekämpfung der sozialschädlichen Auswirkungen des Glücksspiels aktiv angeht. Die der Fachstelle zugesprochenen Mittel werden in erster Linie für präventive Projekte (freelance-Angebot für Schulklassen und mittels einem interkantonale entwickelten Selbsthilfetool Glücksspielsucht) eingesetzt. Auch 2018 beteiligte sich der Kanton Schaffhausen im Verbund mit den meisten anderen Deutschschweizer Kantonen am Präventionsprogramm SOS Spielen ohne Sucht. Daneben finden auch immer wieder direkte Beratungen statt. Die Zusammenarbeit mit dem lokalen Spielcasino findet in einem kooperativen Umfeld statt. Der Kanton führt keinen eigenen Fonds für die Spielsuchtabgabe, vielmehr ist er Bestandteil des Fonds für Suchtprophylaxe und Gesundheitsförderung. Dieser wird neben der Spielsuchtabgabe durch die kantonale Alkoholabgabe, dem Alkoholzehntel und kantonseigenen Beiträgen alimentiert. Die Mittelverwendung im Jahr 2018 liegt im Rahmen der Erwartungen.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2018	167'931 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2018	-'744 CHF
Fondsbestand am 31.12.2018	167'187 CHF

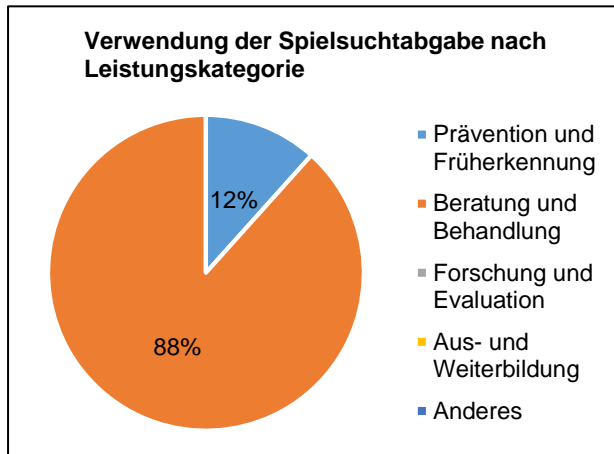
Kanton Schwyz



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2017	69'921 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2018	67'000 CHF
Differenz	2'921 CHF

Kontakt

Fachbereich Existenzsicherung
 Markus Erni
 Amt für Gesundheit und Soziales
 Departement des Innern
 Kollegiumstrasse 28
 Postfach: 2161
 6431 Schwyz
 Telefon: 041 819 16 57
 E-Mail: markus.erni@sz.ch
 Internet: www.sz.ch



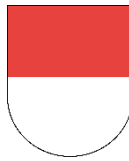
Erläuterung des Kantons Schwyz über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Spielsuchtabgabe wird im Kanton Schwyz insbesondere für Prävention und Früherkennung sowie für die Beratung und Behandlung verwendet. Ein wesentlicher Teil der Gelder wurde der Fachstelle Schuldenfragen des Kantons Schwyz zugesprochen. Diese setzt Begleitmassnahmen einer Geldspielsuchtbehandlung um, indem sie Betroffene berätet und begleitet, welche aufgrund einer Spielsucht in Schulden geraten sind. Ausserdem führt die Fachstelle Schuldenfragen des Kantons Schwyz Präventionsveranstaltungen an Oberstufenschulen durch, wobei über den richtigen Umgang mit dem Einkommen sowie über entsprechende Schuldenrisiken, z.B. einer Spielsucht, informiert wird. Der Kanton wendet jährlich insgesamt CHF 174'000.-- für die Fachstelle Schuldenfragen auf.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2018	85'626 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2018	2'921 CHF
Fondsbestand am 31.12.2018	88'547 CHF

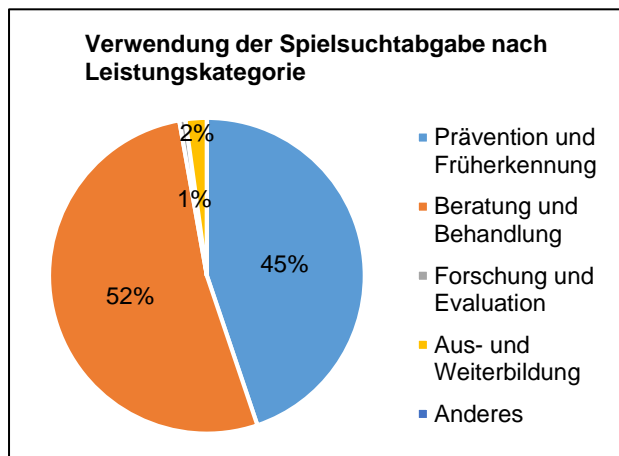
Kanton Solothurn



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2017	141'732 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2018	137'478 CHF
Differenz	4'254 CHF

Kontakt

Leiterin Fachstelle Prävention & Gesundheitsförderung
 Manuela Meneghini
 Amt für soziale Sicherheit
 Departement des Innern
 Ambassadorsenhof/Riedholzplatz 3
 4509 Solothurn
 Telefon: 032 627 22 80
 E-Mail: manuela.meneghini@ddi.so.ch
 Internet: www.aso.so.ch



Erläuterung des Kantons Solothurn über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

1. Beitrag an die Schuldenberatung AG-SO für Leistungen im Bereich der Geldspielsuchtberatung 2018. Die Schuldenberatung ist im Kanton Solothurn die Beratungsstelle, die bis anhin am meisten Spielsüchtige erreicht (u.a mittels spezifischen Flyern in Casinos) und unterstützt.
2. Leistungsvereinbarung mit Sucht Schweiz. Der Kanton Solothurn hat sich mit 9 weiteren Kantonen der Nordwest- und Innerschweiz zu einem Kooperationsmodell zusammengeschlossen und die Sucht Schweiz mandatiert, Präventionsmassnahmen zu konzipieren und umzusetzen und Forschungsprojekte in Auftrag zu geben. Leistungen 2018: Betreuung Webseite allg. und Überarbeitung Rubrik Angehörige www.sos-spielsucht.ch / Web-Selbsthilfetool "Check dein Spielverhalten" / Betreuung Telefonische Helpline / Helpline-Aufkleber auf Swisslosprodukten / Selbsthilfeoberfläche ISGF / Migration: Entwicklung eines Moduls für Femmes-Tische/Väter-Foren / Durchführung nationale Kampagne 2018 / Forschung: Erstellung Bericht mit möglichen Monitoringvarianten aufgrund vorgängiger Literaturanalyse / Vernetzung (Die Aufteilung in die Leistungsfelder unter Punkt 6 erfolgt prozentual gemäss Angabe von Sucht Schweiz).
3. Die Fachstelle hat zusammen mit den Solothurner Spitälern soH eine neue Internet-Plattform unter dem Namen hebsorg.ch aufgebaut auf welcher Fachpersonen und die Bevölkerung unkompliziert alle Präventionsangebote im Kanton Solothurn in den folgenden Themenbereichen finden können: Ernährung, Bewegung, psychische Gesundheit, Budget/Schulden, Gewalt und Sucht (Tabak, Alkohol, illegale Suchtmittel, Verhaltenssucht, allgemeine Suchtprävention etc.). Die Webseite wird ein wichtiges Mittel für die Öffentlichkeitsarbeit u.a. in der Suchtprävention darstellen, um Themen und Angebote bei Fachpersonen und Bevölkerung bekannt zu machen (inkl. Sensibilisierung).
4. Beitrag an den Fachverband Sucht für wiederkehrende Aktivitäten zur Prävention der Glücksspielsucht im 2018. Leistungen: Fortbildungen zum Thema „Onlinesucht: Grundlagen, neue Erkenntnisse, Interventionen“ und „Verhaltenssüchte - Grundlagen, Beurteilung und Intervention“ / Führen Fachgruppe Glücksspielsucht / kontinuierliche Vernetzung, mit dem Ziel, stets über den aktuellen Stand der Dinge in den Bereichen Forschung und Praxis zu sein und den Informationsfluss zu Fachpersonen in der Deutschschweiz aktiv zu bewirtschaften / Politische Arbeit.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2018	389'331 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2018	4'254 CHF
Fondsbestand am 31.12.2018	393'585 CHF

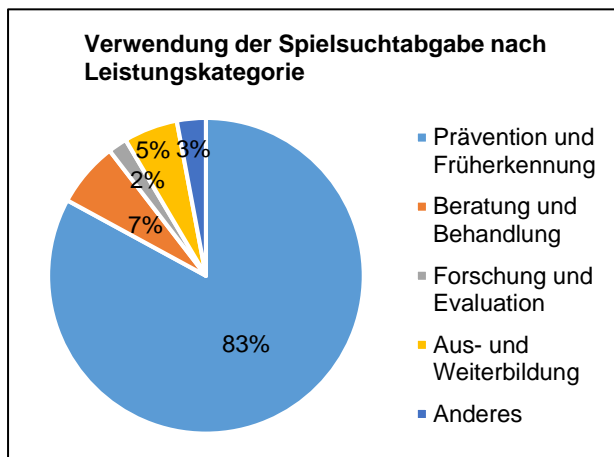
Kanton St. Gallen



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2017	204'592 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2018	102'660 CHF
Differenz	101'932 CHF

Kontakt

Fachbereichsleitung Sucht und Sexual Health
Martina Gadiant
Kantonsarztamt
Gesundheitsdepartement
Oberer Graben 32
9001 St. Gallen
Telefon: 058 229 43 48
E-Mail: martina.gadiant@sg.ch
Internet: www.gesundheit.sg.ch



Erläuterung des Kantons St. Gallen über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton St. Gallen ist zusammen mit 5 weiteren Kantonen (AI, AR, GL, GR, TG) Mitglied des Interkantonalen Glücksspielsuchtprojektes zur Prävention, Früherkennung und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz. Mit der Umsetzung des Projekts wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau (PTG) beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen. Der Anteil der Beteiligung für den Kanton St. Gallen an den gesamten Kosten (LV, Projekte) im Verbund beträgt 46,6 %. Die Leistungsvereinbarung enthält die Angebote einer Helpline (Telefonberatung), einer Onlineberatung, dem Betreiben der Homepage www.sos-spielsucht.ch, ein Migrationsprojekt usw. Erläuterung zur Reserve bei externen Leistungserbringern: nicht beanspruchtes Budget bildet eine Reserve, welche für zusätzliche Präventionsprojekte eingesetzt werden kann. Der Spielsuchtabgabefonds stellt sicher, dass zum einen unter dem Jahr auch noch kleinere Projekte unterstützt werden können oder dass künftig nach Lösungen für die direkte Beratung von Glücksspielsüchtigen gesucht wird. Die Behandlung und Beratung von Personen mit Glücksspielsucht soll künftig aus diesen Mitteln gestärkt werden.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2018	1'520'752 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2018	101'932 CHF
Fondsbestand am 31.12.2018	1'622'685 CHF

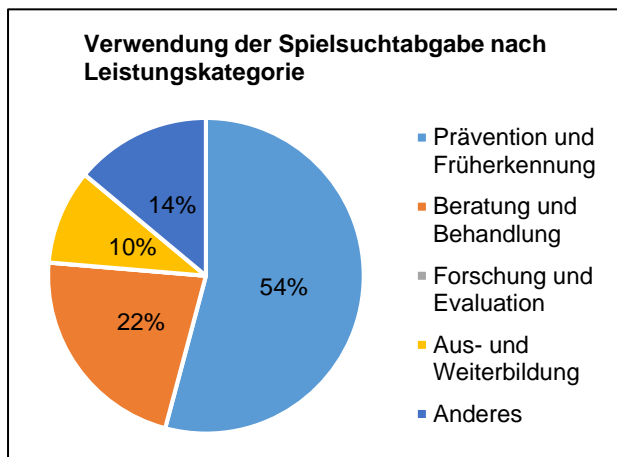
Kanton Thurgau



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2017	102'413 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2018	86'082 CHF
Differenz	16'331 CHF

Kontakt

Beauftragte für Gesundheitsförderung, Prävention und Sucht
 Judith Hübscher Stettler
 Amt für Gesundheit
 Departement für Finanzen und Soziales
 Promenadenstrasse 16
 8510 Frauenfeld
 Telefon: 058 345 68 68
 E-Mail: judith.huebscher@tg.ch
 Internet: www.gesundheit.tg.ch



Erläuterung des Kantons Thurgau über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

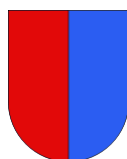
Der Kanton Thurgau ist mit fünf weiteren Kantonen (AI, AR, GL, GR und SG) Mitglied des Interkantonalen Glücksspielprojekts zur Prävention und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz. Mit der Umsetzung dieser Zusammenarbeit wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung durch Sucht Schweiz) zusammen. Die interkantonale Zusammenarbeit hat zum Ziel schnelle und unkomplizierte Ersthilfe sowie Informationsvermittlung für Betroffene und Angehörige auf verschiedenen Kanälen (E-Mail, Telefon, Webseite, Beratungsstellen) sicherzustellen, die Bevölkerung für die Risiken des exzessiven Glücksspiels zu sensibilisieren, die professionelle Kompetenz der Beratungsangebote in der Region zu verbessern und die Bemühungen zur Bekämpfung der Spielsucht zu koordinieren. Im vergangenen Jahr wurde in der Ostschweiz das Grundangebot aufrechterhalten und das ganze Jahr hindurch Onlinemarketing-Massnahmen umgesetzt. Zudem wurde im Rahmen des Interkantonalen Glücksspielprojekts zusammen mit den restlichen Deutschschweizer Kantone eine Sensibilisierungskampagne durchgeführt und entschieden, dass einen Beitrag an die Selbsthilfeoberfläche des ISGF geleistet wird.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2018	382'738 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	574 CHF
Zuweisung/Entnahme 2018	16'331 CHF
Fondsbestand am 31.12.2018	399'643 CHF

Ergänzend zur interkantonalen Zusammenarbeit wurden im Kanton Thurgau zwei regionale Stellen aus dem Spielsuchtfonds mit je einem Betriebsbeitrag unterstützt (Perspektive Thurgau: Sicherstellung eines Beratungsangebots im Bereich Spielsucht und entsprechende Weiter-/Fortbildung für Beratende; BENEFO Stiftung Frauenfeld: Unterstützung der Budgetberatung/Schuldensanierung).

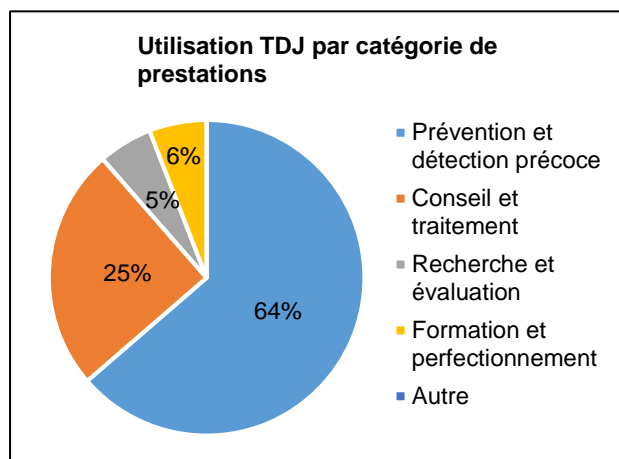
Cantone Ticino



Part de la TDJ 2017	212'427 CHF
Total dépenses du canton en 2018	195'000 CHF
Différence	17'427 CHF

Contact

Fondo gioco patologico
 Giorgio Stanga
 Ufficio fondi Swisslos e Sport-toto
 Dipartimento dell'educazione, della cultura e dello sport
 Piazza Governo 7
 6501 Bellinzona
 Téléphone: 091 814 34 13
 Fax: 091 814 44 20
 E-Mail: decs-uf@ti.ch
 Internet: www.ti.ch/giocopatologico



Commentaire du canton du Ticino au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Nel 2018 il Consiglio di Stato ha rinnovato l'accordo di collaborazione con il Gruppo Azzardo Ticino - Prevenzione (GAT-P) per la gestione 2018-2020 delle attività di prevenzione della dipendenza dal gioco d'azzardo nel Cantone Ticino. Il GAT-P continuerà pertanto a occuparsi, per il periodo citato, del coordinamento dei progetti e delle attività nell'ambito della prevenzione del gioco eccessivo, della sensibilizzazione dell'opinione pubblica sui problemi legati al gioco e del servizio di sostegno ai giocatori problematici e patologici e alle loro famiglie.

A Telefono Amico Ticino e Grigioni Italiano è stato confermato il contributo annuo per la gestione del Servizio di ascolto 143, con particolare riferimento all'attività di prevenzione dei disagi legati al gioco patologico.

L'associazione Radix Svizzera Italiana, su mandato del Cantone, ha proseguito con il progetto Peer Education per la prevenzione al gioco d'azzardo, tramite l'aggiornamento e la diffusione nelle scuole professionali della mostra interattiva "Non farti fregare dal gioco".

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2018	280'854 CHF
Intérêts/Frais administratifs	-'420 CHF
Affectations/Prélèvements 2018	17'427 CHF
Etat du fonds au 31.12.2018	297'862 CHF

Il Cantone Ticino, considerata la sua "particolare" situazione, sia dal punto di vista geografico sia da quello linguistico, non ha aderito ad alcun programma intercantonale di prevenzione e lotta contro la dipendenza dal gioco, collaborando tuttavia con i vari enti attivi nelle altre regioni della Svizzera. Da segnalare che nel 2018 il Fondo gioco patologico ha assegnato un contributo al Centre du jeu excessif per l'organizzazione del Congresso "Gioco eccessivo. Scienza, indipendenza, trasparenza", che si è svolto a Friburgo nel mese di giugno.

I costi amministrativi e di gestione del Fondo gioco patologico sono assunti dal Fondo Swisslos.

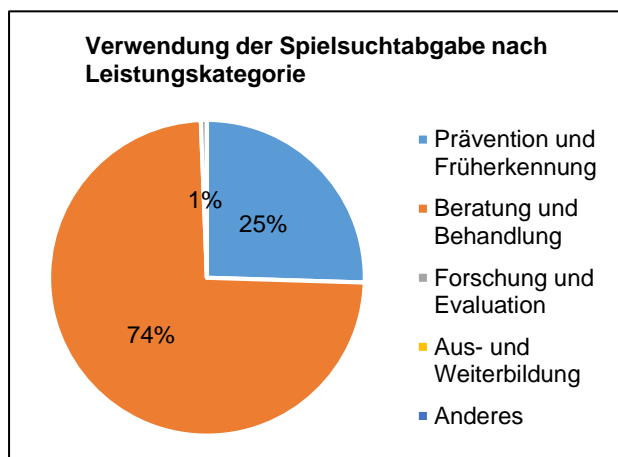
Kanton Uri



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2017	14'128 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2018	13'532 CHF
Differenz	'596 CHF

Kontakt

Vorsteher Amt für Soziales
 Samuel Bissig-Scheiber
 Amt für Soziales
 Gesundheits-, Sozial- und Umweltdirektion
 Klausenstrasse 4
 6460 Altdorf
 Telefon: 041 875 21 52
 E-Mail: samuel.bissig@ur.ch
 Internet: www.ur.ch



Erläuterung des Kantons Uri über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

-

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2018	39'075 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'98 CHF
Zuweisung/Entnahme 2018	'596 CHF
Fondsbestand am 31.12.2018	39'769 CHF

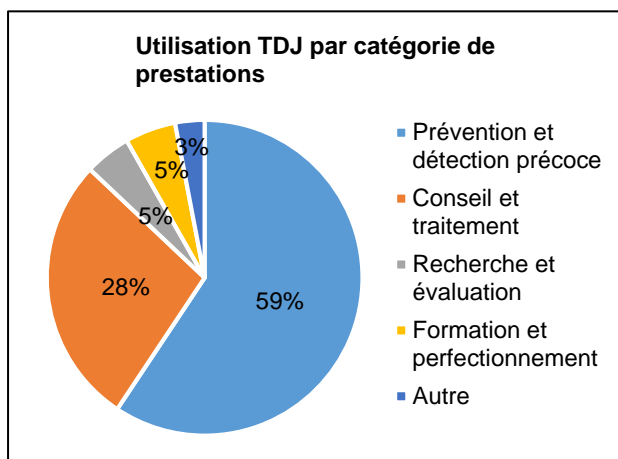
Canton du Valais



Part de la TDJ 2017	367'804 CHF
Total dépenses du canton en 2018	419'670 CHF
Différence	-51'866 CHF

Contact

Fonds pour la lutte contre la dépendance au jeu
 Laurent Léger
 Service de l'industrie, du commerce et du travail
 Département de l'économie et de la formation
 Av. du Midi 7
 Case postale: 478
 1951 Sion
 Téléphone: 027 606 73 14
 E-Mail: l.leger@admin.vs.ch
 Internet: www.vs.ch/sict



Commentaire du canton du Valais au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton du Valais, le 0.5% du bénéfice de la loterie romande est versé dans un fonds cantonal de lutte contre la dépendance au jeu, lequel est rattaché administrativement au Service de l'industrie, du commerce et du travail. Ce fonds est géré par une commission qui regroupe le chef du Service de l'industrie, le chef du Service de l'action sociale, le médecin cantonal ainsi qu'un collaborateur du Service de l'enseignement en charge de la prévention dans les écoles. En 2018, ce fonds a participé au financement du programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ). De plus, il a également servi à financer les deux mandats de prestations qui ont été signés avec Addiction Valais et Caritas Valais. Depuis 2016, la commission encourage la mise sur pied de projets spécifiques mis sur pied conjointement par Addiction Valais et Caritas Valais (Stand de prévention au salon de printemps Prim'vert).

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2018	923'506 CHF
Intérêts/Frais administratifs	CHF
Affectations/Prélèvements 2018	-51'866 CHF
Etat du fonds au 31.12.2018	871'640 CHF

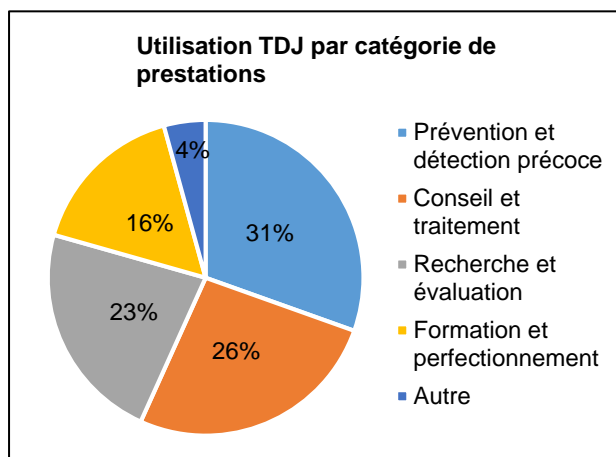
Canton de Vaud



Part de la TDJ 2017	742'715 CHF
Total dépenses du canton en 2018	742'715 CHF
Différence	'0 CHF

Contact

Hugues Balthasar
 Direction générale de la santé
 Département de la santé et des affaires sociales
 Avenue des casernes 2
 1014 Lausanne
 Téléphone: 021 316 44 63
 E-Mail: hugues.balthasar@vd.ch



Commentaire du canton de Vaud au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Commentaire concernant l'activité du Centre du jeu excessif. Sur le plan clinique, le CJE observe une augmentation de la part des demandes d'aide liée aux jeux d'argent en ligne. Les activités de sensibilisation auprès des conscrits ont suivi le déménagement du centre de recrutement de l'armée suisse à Payerne ; un nouveau congrès international a été organisé à l'Université de Fribourg. Les activités de sensibilisation des personnels des jeux prévues par la LJar se sont poursuivies auprès des casinos Barrière et ont pu être formalisées avec la LoRo dans le cadre d'une convention. Un important travail a été réalisé en prévision des changements prévus par la LJar courant 2019. Une nouvelle édition du « Certificate of advance studies » est en préparation.

Les collaborations avec le PILDJ ont été nombreuses et productives.

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2018	CHF
Intérêts/Frais administratifs	CHF
Affectations/Prélèvements 2018	'0 CHF
Etat du fonds au 31.12.2018	'0 CHF

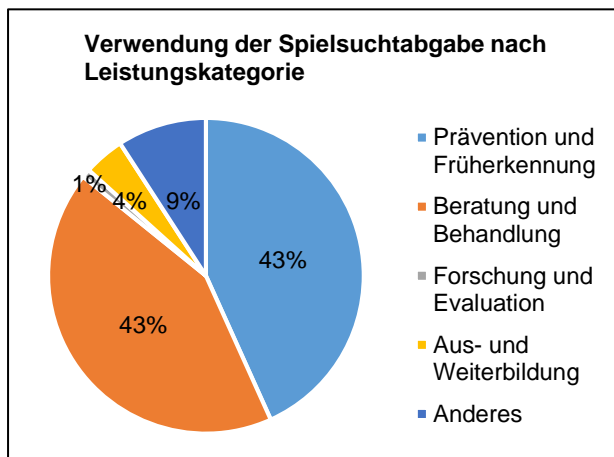
Kanton Zug



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2017	57'593 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2018	60'908 CHF
Differenz	-3'315 CHF

Kontakt

Abteilungsleiter Kinder- und Jugendgesundheit
 Olivier Favre
 Amt für Gesundheit
 Aegeristrasse 56
 6300 Zug
 Telefon: 041 728 39 39
 Fax: 041 728 39 40
 E-Mail: olivier.favre@zg.ch
 Internet: www.zg.ch/gesund



Erläuterung des Kantons Zug über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Spielsuchtabgabe wird im Kanton Zug zur Bekämpfung der sozialschädlichen Auswirkungen des Geldspielkonsums eingesetzt, insbesondere zur Prävention, Früherkennung und Frühintervention sowie Behandlung der Glücksspielsucht. Gemäss Zuger Kantonsratsentscheid wird der gesamte Betrag dem Amt für Gesundheit überwiesen, welches für die Verwendung der Gelder zuständig ist. Im Berichtsjahr 2018 flossen SFr. 14'398.00 (25% von SFr. 57'592.05) der zugesprochenen Gelder an Sucht Schweiz, welche aufgrund eines Leistungsvertrages (interkantonale Vereinbarung) Massnahmen im Bereich Glücksspielsuchtprävention plant und umsetzt. Sucht Schweiz weist für den Kanton Zug per 31.12.2018 ein Guthaben von SFr. 4'853.44 auf. Zusätzlich wird der Fachverband Sucht und damit die Weiterbildung von Fachpersonen mit einem Betrag von Fr. 2'000.- unterstützt. Ein Teil des Geldes (45%) wurde der Abteilung Suchtberatung zugewiesen, welche im Berichtsjahr insgesamt Total 20 Personen (16 Betroffene, 4 Angehörige) im Bereich Spielsucht beraten hat. Der Rest wurde der Abteilung Kinder- und Jugendgesundheit gutgeschrieben. Diese Gelder wurden für die Umsetzung von Präventionsmassnahmen z.B. in Schulen, wie das freelance Präventionsprogramm, die Durchführung von Workshops, Projekttagen und Vorträgen zum Thema Glücksspiel- und/oder Onlinesucht eingesetzt. Erneut fand im Herbst 2018 eine Veranstaltung/Fortbildung für Fachpersonen (Schuldenberatungsstellen, Sozialdienste, Hausärzte, Psychiater, Psychologen, Jugendarbeitende etc.) statt. Im Hinblick auf die Einführung der Moderationskarten (Geld.Spiel.Sucht) für die femmesTische wurde eine Fortbildung mit einer Fachperson für die Moderatorinnen der Gesprächsrunden organisiert. Ausserdem wurden in den Zuger Kinos über drei Monate (Sujets aus dem freelance Contest), auf die Angebote im Bereich Glücksspielsucht, der Suchtberatung und sos-spielsucht (safezone) aufmerksam gemacht.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2018	5'820 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2018	-3'315 CHF
Fondsbestand am 31.12.2018	2'505 CHF

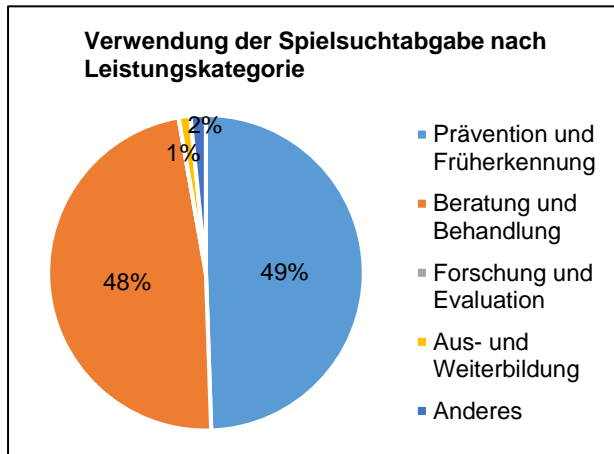
Kanton Zürich



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2017	605'779 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2018	827'180 CHF
Differenz	-221'401 CHF

Kontakt

Lic. iur. Peter Schärer
 Generalsekretariat
 Sicherheitsdirektion
 Neumühlequai 10
 Postfach
 8090 Zürich
 Telefon: 043 259 21 20
 E-Mail: peter.schaerer@ds.zh.ch



Erläuterung des Kantons Zürich über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Das vom Regierungsrat des Kantons Zürich am 12. Januar 2011 genehmigte Konzept zur Prävention und Behandlung von Glücksspielsucht, insbesondere Lotteriespielsucht im Kanton Zürich (RRB Nr. 36/2011), sieht den Betrieb eines Zentrums für Spielsucht und andere Verhaltenssuchte vor. Als Trägerin wurde Radix, Schweizer Kompetenzzentrum für Gesundheitsförderung und Prävention, Zürich, verpflichtet. Radix führt eine Abteilung Prävention, die sich mit allgemeinen Anfragen zum Thema Spielsucht, Kampagnen, Sensibilisierungsarbeiten sowie Schulungen zur Prävention und Früherkennung befasst, sowie eine Abteilung Behandlung, die Betroffene und ihr Umfeld berät und behandelt. Das Zentrum zeichnet sich in beiden Bereichen durch eine hohe Professionalität und Fachkompetenz aus. Das Zentrum erhält Beiträge aus dem Spielsuchtfonds. Fondsmittel können auch eingesetzt werden, um Projekte zur Bekämpfung der Lotteriespielsucht zu finanzieren. 2018 ging u.a. ein solcher Beitrag an RADIX zum Aufbau und zur Promotion eines webbasierten Selbsthilfeangebots (Safer Gambling) im Rahmen einer interkantonalen Zusammenarbeit.

Dem Institut für Epidemiologie, Biostatistik und Prävention der Universität Zürich (EBPI) wurde zudem für Begleitung und Kontrolle des Leistungsauftrags des Zentrums für Spielsucht ein Beitrag ausbezahlt.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2018	2'251'703 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	-3'699 CHF
Zuweisung/Entnahme 2018	-221'401 CHF
Fondsbestand am 31.12.2018	2'026'603 CHF

Annexe

Catégories de prestations – définitions et exemples

Le formulaire de rapport prévoit cinq catégories de prestations auxquelles peuvent être attribuées les contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu. Les définitions des catégories ci-après ainsi que la liste d'exemples (non exhaustive) vous aideront à affecter les montants à la bonne catégorie.

Catégorie 1 : prévention et détection précoce	
Définition	Mesures financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui visent à prévenir les conséquences sociales néfastes de la consommation des jeux d'argent, en particulier le développement d'une addiction à ces derniers, ou à détecter de façon précoce un problème de jeux d'argent ou de dépendance à ceux-ci.
Exemples	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Campagnes et actions de sensibilisation ▪ Conception, élaboration et distribution de matériel de prévention ▪ Mise en place et exploitation de helplines gratuites (priorité : dépistage précoce/orientation vers des institutions de conseil et de traitement) ▪ Développement d'un concept (inter)cantonal de prévention

Catégorie 2 : conseil et traitement	
Définition	Mesures financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui fournissent un traitement thérapeutique adapté aux personnes souffrant d'un problème de jeux d'argent ou d'une addiction à ceux-ci, favorisent leur intégration sociale ou font partie intégrante de leur suivi.
Exemples	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place et exploitation d'institutions spécialisées dans le conseil et le traitement de la dépendance aux jeux d'argent ▪ Contributions à des institutions thérapeutiques (p. ex. cliniques psychiatriques), destinées à (co)financer des services de conseil et de traitement spécialisés dans la dépendance aux jeux d'argent ▪ Contributions à des institutions qui mettent en œuvre des mesures importantes pour accompagner les personnes traitées pour une dépendance aux jeux d'argent (p. ex. services de conseil en matière d'endettement), pour autant que les moyens mis à disposition soient exclusivement employés pour des tâches spécifiques à la dépendance aux jeux d'argent.

Catégorie 3 : recherche et évaluation	
Définition	Institutions et projets financés par la taxe sur la dépendance au jeu qui améliorent les connaissances scientifiques sur le phénomène d'addiction aux jeux d'argent, ou collectent des données permettant d'évaluer les mesures financées par ladite taxe.
Exemples	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etudes cantonales / intercantionales sur la prévalence ▪ Evaluation de campagnes

Catégorie 4 : formation et perfectionnement	
Définition	Mesures de formation et de perfectionnement financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui enseignent à des spécialistes ou à des bénévoles les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour contribuer à la prévention de la dépendance aux jeux d'argent et au traitement de cette addiction.
Exemples	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Evénements de sensibilisation ou de formation des spécialistes et des acteurs-pivots (p. ex. : conseillers en matière d'endettement, enseignants) ▪ Organisation et tenue de séminaires spécialisés et de congrès sur le thème de la dépendance aux jeux d'argent ▪ Mesures visant à intégrer la thématique de la dépendance aux jeux d'argent dans différents cursus de formation

Catégorie 5 : autre	
Définition	Catégorie réunissant toutes les contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui ne peuvent pas être affectées clairement à l'une des quatre autres catégories de prestations.
Exemples	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contributions à des prestataires externes qui n'ont pas encore été utilisées durant la période

	<p>couverte par le rapport.</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Contributions structurelles à des institutions interdisciplinaires ou couvrant diverses formes de dépendance (p. ex. contribution à une structure de conseil en matière d'endettement, charges de coordination)
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------